

Immobilier

Rapport Annuel 2020

Premely Habitat

Société Civile de Placement Immobilier à capital fixe de type Scellier

SOMMAIRE

Organes de Gestion et de contrôle	3
Le patrimoine immobilier de Premely Habitat	4
Chiffres clés au 31 décembre 2020	5
Conjoncture macro-économique et immobilière	6
Rapport de la Société de Gestion	7
Tableaux annexes	18
Comptes annuels au 31 décembre 2020	20
Règles et méthodes comptables	25
Compléments d'informations	27
Rapport général du Conseil de Surveillance	33
Rapports du Commissaire aux comptes	35
Texte des résolutions	37
Annexe aux résolutions ordinaires	38



Organes de gestion et de contrôle

au 31 décembre 2020

Société de Gestion : Amundi Immobilier

S.A. au capital de 16 684 660 €

Siège social : 91 / 93 boulevard Pasteur – 75015 Paris

Président	Dominique CARREL-BILLIARD
Directeur Général	Marc BERTRAND
Directeur Général Délégué	Julien GENIS
Administrateurs	Nadia GRIMAUD Fathi JERFEL

Conseil de Surveillance Premely Habitat

Président	Arnaud DAMY
Vice-Présidente	Sylvie GLADIEUX
Secrétaire	Christian CORDIER-LALLOUET
Membres	Victor GOMEZ FRIAS Sébastien LAMQUET Jérôme LAVILLE Marc-Lionel MILLAUD Guy PROFFIT Pierre VILLEMOT Enrico ZUFFI

Commissaires aux Comptes

Titulaire	CABINET MAZARS
Suppléant	Franck BOYER

Expert en évaluation immobilière

CRÉDIT FONCIER EXPERTISE

Le patrimoine immobilier de Premely Habitat



12 immeubles
(soit 342 logements)

dont 9 en Ile-de-France
et 3 en Régions

Chiffres clés - au 31 décembre 2020

Premely Habitat
SCPI de type Scellier
A capital fixe
Date de création : 2009

Les associés



Les résultats financiers



(1) Après affectation du résultat 2020.

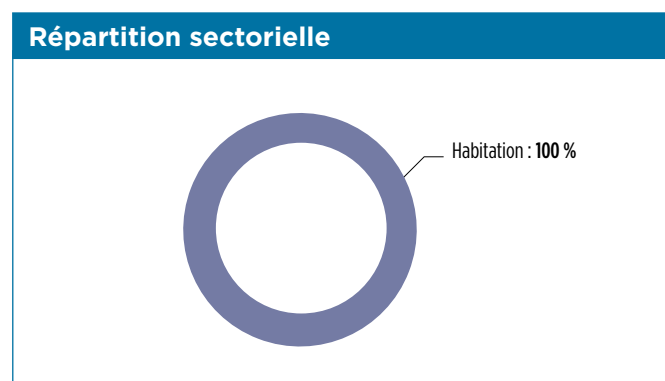
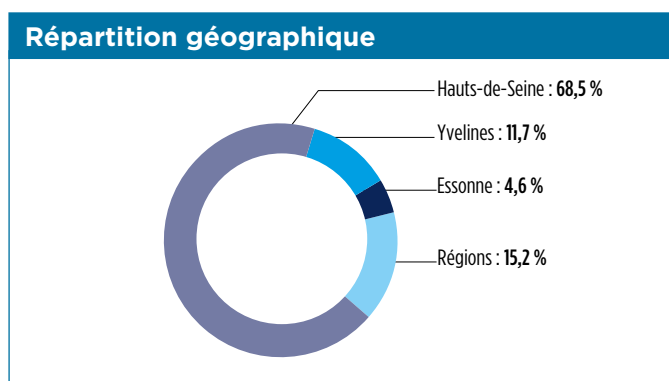
Le patrimoine immobilier

Nombre d'immeubles au 31/12/2020	12
Surface du Patrimoine au 31/12/2020	20 513 m ²
Nombre de locataires	329
Taux d'occupation financier annuel	96,10 %

Les valeurs de la SCPI

Valeur de réalisation	99 990 890,20 € <i>(soit par part : 1 999,82 €)</i>
Valeur de reconstitution	116 887 308,75 € <i>(soit par part : 2 337,75 €)</i>
Valeur comptable	90 919 111,97 € <i>(soit par part : 1 818,38 €)</i>

Répartition du patrimoine en valeur vénale



Conjoncture macro-économique et immobilière

Contexte économique

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de Covid-19, provoquant une baisse du PIB mondial, sur fond de confinements et de restrictions de déplacements variables selon les pays.

L'Europe a été particulièrement touchée, avec une baisse de PIB estimée à environ 7 % sur 1 an en zone euro. Le décrochage du marché du travail y a été important bien qu'atténué par l'extension des dispositifs de protection de l'emploi, ce qui a contenu la croissance du taux de chômage (taux de 8,3 % en décembre 2020 contre 7,4 % en janvier 2020). En 2020, l'inflation a atteint 0,3 % sur 1 an en moyenne annuelle en zone euro.

Face à la Covid-19, les politiques budgétaires et monétaires ont été particulièrement actives.

Notons également en fin d'année 2020 la signature d'un accord entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne concernant le Brexit.

Le marché de l'immobilier résidentiel

En France, les ventes de logements neufs reculent significativement en 2020. Les ventes de logements anciens ont fait preuve d'une résistance certaine malgré les impacts de la situation sanitaire. Après une année 2019 record (1,07 million d'unités vendues), elles atteignent 1,024 million en 2020 soit -4 % sur 1 an. Il s'agit de la 2^e meilleure année en termes d'unités vendues sur plus de 30 ans. L'évolution a donc été très différente par rapport au neuf. Si certains effets des recommandations de 2019 du HCSF (Haut Conseil de Stabilité Financière) visant à resserrer les conditions d'octroi de crédit se sont produits, la pandémie a eu un impact sur l'activité du marché. Les ventes dans l'ancien ont connu quelques à-coups, avec un ralentissement fort notamment pendant le 1^{er} confinement, avant des rattrapages par la suite.

Au 4^e trimestre 2020, le prix standardisé des appartements anciens a crû sur 1 an de 6,2 % en France métropolitaine (données provisoires corrigées des variations saisonnières). La croissance des prix des appartements est de 5,3 % à Paris, 6,5 % en Ile-de-France hors Paris, et 6,5 % en régions. Après un début d'année dynamique, la croissance des prix a ralenti en particulier au 3^e trimestre avant d'accélérer quelque peu au 4^e trimestre. Les différences d'évolution des prix entre villes restent marquées.

La croissance des loyers du secteur libre (y compris loi 1948) atteint 0,7 % sur 1 an en France métropolitaine en 2020 (en moyenne annuelle) soit légèrement plus que l'inflation (0,5 % sur 1 an).

Des freins à la reprise existent, comme la situation dégradée du marché de l'emploi ou une confiance des ménages inférieure à la moyenne historique. Parallèlement, le marché du logement bénéficie de facteurs favorables à la demande comme le souhait d'être propriétaire, la croissance démographique, le fait d'être souvent considéré comme une "valeur refuge", sans oublier des taux de crédits qui devraient rester attractifs en 2021.

Perspectives 2021

Notre scénario économique central - potentiel mais non certain - est celui d'une hausse du PIB mondial en 2021, avec néanmoins une certaine instabilité de la reprise provoquée par des flambées épidémiques et des mesures de confinement.

En zone euro, après une récession au 1^{er} trimestre 2021, nous anticipons une accélération de la croissance de la zone euro à partir du deuxième trimestre ; la rapidité de la campagne de vaccination reste cruciale pour la reprise. Nous pensons que les gouvernements continueront d'assurer un soutien budgétaire jusqu'à ce que la reprise soit bien engagée et que la Banque centrale européenne restera accommodante. L'inflation devrait augmenter en 2021, et atteindre près de 1,2 % (prévisions au 23/03/2021).

Sur les marchés immobiliers, le contexte économique devrait néanmoins favoriser le maintien de tendances observées en 2020 avec notamment une certaine aversion au risque mais également une segmentation en termes de classes et de caractéristiques d'actifs. Ceux avec des fondamentaux démographiques comme le résidentiel ou la santé devraient conserver un attrait particulier des investisseurs qui y voient un placement plus défensif dans un environnement économique dégradé par la Covid-19.

Rapport de la Société de Gestion

Madame, Monsieur,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de votre Société au cours de l'année 2020 et soumettre à votre approbation les comptes annuels.

Nous évoquerons les éléments marquants de la vie de la SCPI au cours de cette même année.

Nous aborderons ensuite, par le biais de la présentation des comptes, les principaux points relatifs à la gestion de la SCPI.

Résumé de l'activité de la SCPI en 2020

Activité immobilière

Le taux d'occupation financier de la SCPI atteint 96,10 % en 2020. Cet indicateur traduit la bonne activité locative de votre SCPI tout au long de l'année. Le niveau de rotation reste constant, à 21 % sur l'année et seulement 13 logements sont vacants au 31/12/2020.

Pour rappel, la rotation illustre le taux de mobilité des locataires et impacte les résultats de votre SCPI en terme de frais de relocation, de travaux éventuels pour la remise en location et de délais de vacances intermédiaire. Le résultat de votre SCPI en 2020 est de 51,85 € par part contre 45,97 € en 2019. Cette hausse significative s'explique principalement par une baisse des travaux de remise en état des logements suite aux départs des locataires et des charges d'entretien et réparation auquel s'ajoute un résultat exceptionnel sur le poste de reddition de charge des immeubles de la SCPI.

Compte tenu de ce résultat, la SCPI a opéré une distribution de 51,50 € par part en 2020, tout en maintenant son stock de réserves à environ 3 mois de distribution. Cette distribution rapportée au prix de souscription permet à votre SCPI d'afficher une performance de 2,57 %.

Valorisation du patrimoine

Les valeurs d'expertise du Patrimoine de Premely Habitat ont augmenté de 1 110 000,00 € soit 1,13 % par rapport à 2019. Les plus fortes hausses en montant sont observées à Issy-les-Moulineaux, Nanterre et Asnières-sur-Seine. Cette appréciation de valeur des immeubles a permis de faire évoluer la valorisation des parts de votre SCPI (valeur de réalisation) à 1 999,82 par part soit + 1,14 %.

La distribution courante de 2020

Acomptes de distribution et report à nouveau (en €)	2020	
	Cumul	Par part
Report à nouveau comptable début période	585 415,80	11,71
Résultat comptable	2 592 571,91	51,85
Distribution brute annuelle	-2 575 000,00	-51,50
Report à nouveau (R.A.N) comptable après affectation du résultat	602 987,71	12,06

Les perspectives 2021 de la SCPI

Perspectives 2021 de la SCPI

Malgré la crise sanitaire générée par l'épidémie de Covid-19, le marché résidentiel a montré sa résilience, les impacts financiers sur l'année 2020 n'ont pas été significatifs pour votre SCPI. La société de gestion reste attentive à l'encaissement des loyers et à l'attractivité des logements. A partir de 2021, certains logements de Premely Habitat auront respecté la règle d'éligibilité des 9 ans de location, l'ensemble des actifs sera cessible en 2024. Dans ce contexte, Premely Habitat poursuivra en 2021 la gestion locative courante de son patrimoine dans la continuité de 2020, avec l'objectif de :

- louer les logements à la valeur de marché,
- réaliser des travaux d'aménagement si les conditions de marché le demandent,
- réduire au maximum les délais de commercialisation suite au départ du locataire,
- surveiller les recouvrements des loyers,
- rester vigilants sur la solvabilité des locataires. La priorité est donnée à louer les logements vacants en restant à l'écoute des spécificités de chaque marché et des attentes locataires.

S'agissant de la distribution prévisionnelle 2021

Les prévisions budgétaires permettent à la Société de Gestion d'envisager une distribution annuelle de 48,00 € par part en 2021, cet objectif étant généralement révisé en fin d'année en fonction des résultats effectifs de la SCPI. Elle prévoit une distribution de 11,50 € par part pour les 3 premiers trimestre et un ajustement de la distribution qui pourrait intervenir au 4^e trimestre, visant à atteindre ou approcher la cible de distribution annuelle de 48,00 € par part selon le résultat effectif de la SCPI.

Les Comptes de la SCPI

Présentation simplifiée du compte de résultat, des dividendes de la SCPI

(en €)	31 décembre 2019 (a)	31 décembre 2020 (b)	Var. (b-a)/a
Produits			
Produits de l'activité immobilière ⁽¹⁾	3 923 396,90	3 922 850,03	
Autres produits	22 394,71	8 233,50	
Produits financiers ⁽²⁾			
Sous-total produits	3 945 791,61	3 931 083,53	-0,37 %
Charges et provisions			
Charges immobilières ⁽³⁾	-545 827,11	-587 907,13	
Frais généraux	-670 651,82	-479 508,19	
Travaux de remise en état	-75 005,21	-50 948,54	
Provisions nettes ⁽⁴⁾	-23 644,07	-40 427,29	
Provisions pour charges non récupérables	-334 826,20	-181 661,87	
Charges financières sur emprunts			
Sous-total charges et provisions	-1 649 954,41	-1 340 453,02	-18,76 %
Résultat exceptionnel	2 418,17	1 941,40	
Résultat comptable	2 298 255,37	2 592 571,91	12,81 %
Résultat comptable par part	45,97	51,85	
Dividende brut par part	-46,00	-51,50	
Report à nouveau (R.A.N.) comptable après affectation du résultat par part	11,71	12,06	

(1) Loyers et produits annexes de gestion locative. (2) Produits de rémunération des comptes bancaires. (3) Charges d'entretien du patrimoine non récupérables, hors provisions pour charges et impact redditions de charges sur exercices antérieurs. (4) Y compris les pertes sur créances irrécouvrables.

Précisions sur certains postes de charges

Les charges nettes immobilières (hors gros travaux et dépenses de remise en état)

Charges immobilières (en €)	31 décembre 2019 (a)	31 décembre 2020 (b)	Var. (b-a)/a
Entretiens et réparations	-138 115,64	-77 452,37	
Assurances	-9 819,75	-9 913,78	
Honoraires ⁽¹⁾	-72 098,58	-191 486,78	
Impôts fonciers et fiscalité immobilière	-286 790,60	-295 137,88	
Autres	-39 002,54	-13 916,32	
Total	-545 827,11	-587 907,13	7,71 %

(1) Honoraires de gestion technique et de gestion locative.

Le poste entretiens et réparations se compose des dépenses engagées au cours de l'exercice et des exercices précédents non refacturables auprès des locataires : charges sur locaux vides, charges revenant aux propriétaires au terme du bail.

Les frais généraux

(en €)	31 décembre 2019 (a)	31 décembre 2020 (b)	Var. (b-a)/a
Rémunérations de gestion	-483 279,42	-295 405,13	
Honoraires de commissaires aux comptes	-15 107,80	-16 901,00	
Frais divers de gestion	-172 264,60	-167 202,06	
Total	-670 651,82	-479 508,19	-28,50 %

Les frais généraux comportent principalement la commission de gestion, calculée au taux de 7,535 % TTI sur les loyers encaissés et les produits financiers nets.

Les frais divers de gestion incluent notamment :

- Les honoraires divers et de relocation (97 556,00 €),
- Le coût lié à la communication faite aux associés et à la tenue des Assemblées Générales et du Conseil de Surveillance (57 810,00 €),
- Les frais bancaires (10 729,00 €),
- Cotisations (1 107,00 €).

Les travaux de remises en état

Ce chiffre est constitué des dépenses d'entretien engagées et de la variation des provisions sur ordres de services lancés, diminuées des refacturations auprès des locataires.

Les principaux immeubles concernés sont les suivants :

Sites	Code postal	Ville	Nature	(en €)
19 Rue du Contrat Social/ rue frères Chausson bat E	92600	Asnières	Travaux de remise en état (serurier, plomberie, ballon ECS)	-4 498,28
2 Rue Béranger/quartier de l'aérospatiale	92320	Chatillon	Travaux de remise en état (plomberie, peinture)	-3 488,98
48 Boulevard Marcel Delprat / les Rives d'allauch	13013	Marseille	Travaux de remise en état (peinture, menuiserie, ascenseur)	-14 562,43
Rue Ampère/rue Paris/ Domaine OZ	91300	Massy	Travaux de remise en état (travaux suite DDE)	-8 228,06
ZAC du bon lait-rue Felix Brun	69007	Lyon	Travaux de remise en état (plomberie, électricité)	-2 335,50
66/68 Route d'Albi / Parc des capitouls	31000	Toulouse	Travaux de remise en état (serurerie, divers)	-3 425,90
8 Avenue Jules Ferry	78500	Sartrouville	Travaux de remise en état (plomberie)	-1 431,60
Villa 13-Fort d'Issy	92130	Issy les Moulineaux	Travaux de remise en état (plomberie, divers)	-5 982,41
58 Rue Bezon	92000	Nanterre	Travaux de remise en état (plomberie, peinture)	-6 052,40
Autres immeubles			Travaux de remise en état (plomberie)	-942,98
Total				-50 948,54

Provisions pour charges non récupérables

La provision pour charges non récupérable se décompose comme suit :

- des charges sur lots vacants pour -18 417,65 €,
- des charges non récupérables pour -166 615,11 €,
- un produit sur exercices antérieurs (redditions de charges) pour 3 370,99 €.

La politique de cessions et d'acquisitions

La SCPI étant en phase d'exploitation, il n'y a ni acquisitions, ni cessions.

Situation Locative

Le taux d'occupation

1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Annuel ⁽¹⁾
97,32 %	97,29 %	93,67 %	96,42 %	96,10 %

Le taux d'occupation annuel est de 96,10 % en 2020 ⁽¹⁾.

Ce taux d'occupation exprime le rapport entre le montant des loyers effectivement facturés et le total des loyers qui seraient facturés si la totalité du patrimoine était louée.

(1) Depuis le 1^{er} trimestre 2012, une nouvelle méthode de calcul a été préconisée par l'Aspim, en accord avec l'AMF. Celle-ci intègre désormais l'intégralité des immeubles du patrimoine de la SCPI (y compris les actifs en vente ou pour lesquels d'importants travaux empêchent la commercialisation auprès de futurs locataires) et est retraitée afin d'impacter le taux d'occupation financier des accompagnements consentis aux locataires (franchise de loyer).

Les baux

En 2020, 71 baux ont été signés.

Les locaux vacants

Au 31 décembre 2020, 13 logements étaient vacants.

Les contentieux

Dépréciations des créances locataires (en €)	31 décembre 2019 (a)	31 décembre 2020 (b)	Var. (b-a)/a
Provision pour contentieux début de période	-319 319,23	-330 651,83	
Dotations aux provisions pour dépréciation de créances	-78 517,63	-60 481,04	
Reprises de provisions pour dépréciation de créances	67 185,03	49 063,24	
Provision pour contentieux fin de période	-330 651,83	-342 069,63	3,45 %

Il est rappelé que les créances locatives font systématiquement l'objet d'une provision intégrale pour créance douteuse (dépôt de garantie déduit) dès lors que la créance est âgée de plus de trois mois.

La provision pour créances douteuses de votre SCPI s'établit au 31/12/2020 à 342 069,63 € contre 330 651,83 € en 2019, soit une dotation nette annuelle de 11 417,80 €.

Cette dernière résulte :

- de dotations aux provisions pour créances douteuses au cours de l'année à hauteur de 60 481,04 €,
- de reprises pour diminution de créances représentant 17 987,53 € issues des actions de recouvrement,
- de reprises pour passage en pertes de créances représentant 31 075,71 €.

L'activité du contentieux met tout en oeuvre pour recouvrer les sommes dues par ces locataires mais également pour raccourcir au mieux les délais d'occupation sans droit ni titre dont font l'objet nos débiteurs. Ceci pour permettre de relouer les logements concernés dans les meilleurs délais.

Les expertises

La société CREDIT FONCIER EXPERTISE, Expert en évaluation immobilière nommé en Assemblée Générale a procédé fin 2020 à l'actualisation des valeurs d'expertise des immeubles qui constituent le patrimoine de Premely Habitat.

De ces expertises, il ressort que la valeur totale du patrimoine immobilier s'élève à 99 190 000,00 € hors droits et à 106 034 110,00 € droits inclus, à rapprocher de la valeur d'acquisition de 90 118 221,77 €.

La valeur d'expertise complétée par la valeur des actifs financiers hors stocks de provision pour gros entretien conduit à une valeur de réalisation au 31/12/2020 de 99 990 890,20 €.

(en €)	Réel 2019	Réel 2020	Évolution 2019/2020
Valeur de réalisation	98 863 318,29	99 990 890,20	1,14 %

Vous trouverez en annexe aux états financiers l'inventaire détaillé des placements immobiliers, ainsi que les principales caractéristiques.

Le marché des parts

Marché Secondaire

53 parts ont été échangées sur le marché secondaire au cours de l'année 2020.

Date	Nombre de parts échangées	Prix de confrontation (€) (Hors Frais)
31/01/2020	5	1 266,10
30/05/2020	23	1 268,90
30/06/2020	7	1 268,90
31/07/2020	5	1 268,90
31/08/2020	13	1 269,90

Marché de gré à gré

Aucune part n'a été échangée sur le marché de gré à gré au cours de l'exercice 2020.

Performance

La nature fiscale de la SCPI ne permet pas de comparer ses performances à celles de SCPI traditionnelles (cf. IEIF).

Profil de risque

La SCPI est investie conformément à la réglementation en vigueur et à ses statuts. Le fonds répond à un objectif de placement long terme et ne bénéficie de garantie ou de protection ni sur le capital ni sur la performance.

Au cours de l'exercice 2020 de la SCPI, il n'a pas été relevé de dépassement de limites réglementaires et contractuelles ou de niveau anormal du risque d'investissement.

a. Risque d'investissement immobilier

Les investissements réalisés par la SCPI sont soumis aux risques inhérents à la détention et à la gestion d'actifs immobiliers. Les facteurs susceptibles d'avoir un impact négatif sur le rendement et la valeur des actifs immobiliers détenus par la SCPI sont liés de façon générale à l'économie ou plus particulièrement au marché immobilier ; ils comprennent notamment :

- les risques associés à la conjoncture économique, politique, financière, locale, nationale ou internationale, qui pourraient affecter la demande ou la valorisation des Actifs Immobiliers ; ainsi, les marchés immobiliers français et étrangers peuvent être cycliques et connaître des phases de hausse et de baisse ;
- les risques de vacance des Actifs Immobiliers et ceux liés à l'évolution des loyers, selon l'état des marchés immobiliers ;
- les risques liés à la concentration du portefeuille par taille d'actif, typologie de biens ou région géographique ; ainsi que les risques liés à la dépendance à l'égard de certains locataires ;
- les risques liés à l'évolution de la réglementation et de la fiscalité applicables à l'immobilier, qui peuvent avoir une incidence sur l'évolution des marchés immobiliers ;
- les risques liés à l'état technique des Actifs Immobiliers (y compris au regard de l'environnement : installations classées, pollution des sols, amiante, etc.) et à la réalisation de travaux de toute nature (construction, réhabilitation, rénovation, restructuration), y compris lors de l'acquisition d'immeubles en l'état futur d'achèvement.

b. Risque de contrepartie

Dans la gestion immobilière, il s'agit essentiellement des risques de défaillance de locataires ou de toute contrepartie d'affaires tenue par des engagements envers le fonds (ex. : promoteurs dans le cadre de vente en l'état futur d'achèvement). Le risque locataires est suivi à l'occasion de la négociation de baux nouveaux puis à travers le respect des échéances et l'évolution des provisions sur créances locatives.

c. Risque de liquidité

La liquidité des parts est très limitée et n'est pas garantie. Elle est assurée par un marché secondaire peu animé car l'avantage fiscal, composante importante de la rentabilité du placement, ne peut être transmis à ce jour à un tiers. Les cessions peuvent se faire à des prix très décotés. La sortie des associés du fonds à l'échéance sera assurée par la cession des actifs.

d. Risques de taux et de change

Le Fonds n'est pas exposé au risque de taux lié au financement car il n'a pas recours à l'endettement.

Le Fonds n'est pas exposé au risque de change.

e. Risque lié au levier

Le Fonds n'a pas recours à l'effet de levier.

f. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de l'inadéquation de processus internes et de défaillances liées aux personnes et aux systèmes de la Société de Gestion, ou résultant d'événements extérieurs, y compris le risque juridique et le risque de documentation, ainsi que le risque résultant des procédures de négociation, de règlement et d'évaluation.

Les risques opérationnels sont suivis par le biais d'une cartographie établie selon les catégories déterminées par le comité de Bâle. Des plans d'action sont mis en œuvre si nécessaire.

La fiscalité des associés et des sociétés de personnes - Règles en vigueur au 01/01/2021

Le régime fiscal des SCPI est assimilable au régime fiscal des sociétés "semi-transparentes" (ou "translucides") entrant dans le champ de l'article 8 du CGI.

Ainsi, chaque année, les bénéfices réalisés sont déterminés et déclarés au niveau de la SCPI mais sont imposés au nom personnel des associés à raison de la quote-part de résultat correspondant à leurs droits dans la société. Les règles de détermination et d'imposition de cette quote-part diffèrent selon la qualité de l'associé.

Fiscalité des associés personnes physiques résidents fiscaux français

Les revenus distribués aux associés personnes physiques sont composés de revenus fonciers (provenant des loyers encaissés) et de revenus financiers (issus des placements de trésorerie).

Régime d'imposition des loyers perçus par la SCPI (revenus fonciers)

Le revenu net issu des loyers perçus par la SCPI est soumis au barème progressif de l'IR dans la catégorie des revenus fonciers. Il supporte également les prélèvements sociaux au taux global actuellement en vigueur de 17,2 %.

Le revenu foncier imposable est égal à la différence entre le revenu brut (qui correspond aux loyers et accessoires de loyers encaissés par la SCPI) et les charges de la propriété (les charges réelles déductibles).

Il n'est pas tenu compte des revenus distribués par la société, mais de la part revenant à l'associé dans le résultat de la société. La base d'imposition tient compte de l'ensemble des loyers encaissés et des charges immobilières réglées par la SCPI au 31 décembre de chaque année.

Prélèvement à la source (PAS)

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (le PAS) est entré en vigueur. Il a pour objectif de supprimer le décalage d'un an entre la perception des revenus et le paiement de l'impôt sur ces revenus.

- Pour les revenus fonciers, l'impôt sur les revenus de l'année en cours fait l'objet d'acomptes calculés par l'administration fiscale et payés par prélèvements mensuels ou trimestriels (selon l'option choisie par le contribuable) sur le compte bancaire des contribuables.
- Les réductions ou crédits d'impôts ne sont pas pris en compte lors du calcul des acomptes, mais les contribuables perçoivent une avance du montant de certaines réductions et crédits d'impôt qui sera régularisée lors de la liquidation de l'impôt finalement dû. Le montant de cette avance, versée au plus tard le 1^{er} mars N, est égal à 60 % du montant des avantages éligibles dont les contribuables ont bénéficié au titre de l'imposition de leurs revenus de N-2. Cet acompte constitue une avance des avantages applicables au titre de l'imposition des revenus de l'année N-1 qui donne lieu à une liquidation définitive au cours de l'année N. Afin d'éviter d'avoir à rembourser d'éventuels trop-perçus, les contribuables peuvent demander à percevoir un montant inférieur à celui calculé par principe.

Impôt sur la fortune immobilière (IFI)

L'impôt sur la fortune immobilière (IFI) est appliqué depuis le 1^{er} janvier 2018 sur le patrimoine immobilier. Il repose sur la valeur des seuls actifs immobiliers détenus directement ou indirectement par le contribuable dès lors que le patrimoine immobilier net taxable excède 1 300 000 € au 1^{er} janvier.

Pour les associés d'une SCPI, la valeur des parts de la SCPI à retenir dans la déclaration d'IFI correspond à la fraction de cette valeur représentative de biens ou droits immobiliers imposables à l'IFI détenus directement ou indirectement par la SCPI au 1^{er} janvier de l'année.

Pour les SCPI à capital fixe, la valeur IFI = ratio immobilier x valeur de réalisation.

Régime d'imposition des produits de placement de trésorerie de la SCPI (revenus financiers)

Les revenus financiers sont obligatoirement soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire. Ce prélèvement est effectué par l'établissement payeur au taux de 12,8 % à titre d'acompte d'IR imputable sur l'IR dû au titre de l'année au cours de laquelle le revenu est imposable. Dans la mesure où ce taux est équivalent à celui du PFU, aucun impôt supplémentaire n'est dû l'année suivante, lorsque la liquidation définitive de l'impôt se fait sur la base du PFU.

Sur option, globale et annuelle (qui vise toutes les plus-values, dividendes et intérêts perçus au cours de l'année par le foyer), ces revenus peuvent être soumis au barème progressif de l'IR. L'abattement de 40 % s'applique en cas de dividendes.

Il existe dans certains cas la possibilité de solliciter une dispense du prélèvement obligatoire :

- à 50 000 € pour les dividendes et revenus et assimilés et à 25 000 € pour les produits de placement à revenu fixe pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs,
- à 75 000 € pour les dividendes et revenus et assimilés et à 50 000 € pour les produits de placement à revenu fixe pour les contribuables soumis à l'imposition commune.

Une dispense d'acompte, sous la forme d'une attestation sur l'honneur par laquelle le contribuable indique à l'établissement payeur que son revenu fiscal de référence est inférieur aux revenus fiscaux visés ci-dessus, devra être formulée avant le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

Régime d'imposition des plus-values immobilières et mobilières

Plus-values sur cession de parts de la SCPI ou sur cession d'immeubles de la SCPI (plus-values immobilières)

Les plus-values réalisées (i) par le porteur de parts à l'occasion de la cession de parts de SCPI ou (ii) par les SCPI à l'occasion de la cession des immeubles qu'elles détiennent relèvent, dans les deux cas, du régime des plus-values immobilières (articles 150 U à 150 VH du CGI).

Dans le respect de l'objet social, les cessions d'immeubles sont des cessions occasionnelles réalisées conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, lorsque les immeubles ont été détenus par la SCPI pendant au moins six ans.

Les plus-values imposables sont égales à la différence entre le prix de cession des parts (en cas de cession des parts de SCPI par le porteur de parts) ou de l'immeuble (en cas de cession d'un immeuble par la SCPI) et le prix d'acquisition éventuellement majoré des frais d'acquisition de ces parts ou immeubles.

Les règles de détermination des plus-values immobilières sont identiques concernant la vente d'immeuble et des cessions de parts.

Des abattements pour durée de détention sont applicables afin de déterminer le montant de la plus-value imposable au titre de l'IR et des prélèvements sociaux.

Pour les cessions réalisées depuis le 1^{er} septembre 2013, le montant de la plus-value soumise à l'impôt sur le revenu (IR) est réduite d'un abattement de 6 % pour chaque année de détention au-delà de la 5^e jusqu'à la 21^e puis de 4 % pour la 22^e année. La plus-value est ainsi exonérée d'impôt sur le revenu après 22 ans de détention.

Pour la détermination du montant imposable aux prélèvements sociaux (PS), l'abattement pour durée de détention est égal à 1,65 % pour chaque année au-delà de la 5^e jusqu'à la 21^e, à 1,60 % pour la 22^e année puis à 9 % pour les années au-delà.

La plus-value est ainsi complètement exonérée (IR+PS) si l'immeuble est détenu depuis plus de 30 ans.

Une surtaxe (2 % à 6 %) est applicable lorsque la plus-value nette imposable est supérieure à 50 000 €.

La Société de gestion déclare et paie pour le compte de l'associé l'impôt sur la plus-value éventuellement déduite par la cession des parts, impôt qui sera déduit du prix de vente au moment du règlement. L'établissement de la déclaration et le paiement de l'impôt (au taux de 36,2 % pour les personnes résidant en France) correspondant à la plus-value réalisée à l'occasion de la cession d'immeubles par la SCPI sont effectués à la diligence du notaire pour le compte de chacun des associés soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des plus-values immobilières.

Plus-values de cession de valeurs mobilières issues du placement de la trésorerie

La quote-part de résultat correspondant aux plus-values de cession de valeurs mobilières réalisées par la SCPI est soumise, au niveau de l'associé et à proportion de ses droits dans les bénéfices, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, ou sur option globale du contribuable au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Lorsque le contribuable a exercé l'option globale pour l'imposition au barème progressif, les plus-values de cession de titres acquis avant le 1^{er} janvier 2018 sont réduites d'un abattement égal à : 50 % du montant net de la plus-value, si les titres sont détenus depuis au moins deux ans et moins de huit ans ; 65 % du montant net de la plus-value, si les titres sont détenus depuis au moins huit ans.

En outre, elles sont soumises aux prélèvements sociaux au taux global actuellement en vigueur de 17,2 %.

Fiscalité des associés personnes physiques non-résidents fiscaux français

Les règles suivantes sont applicables sous réserve des conventions fiscales conclues entre la France et le pays de résidence de l'associé concerné.

Les personnes non domiciliées fiscalement en France sont imposables en France sur les revenus réalisés à raison de la détention des parts de SCPI.

Un taux de prélèvement majoré de 75 % peut s'appliquer lorsque les paiements sont faits dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI. D'après la dernière mise à jour résultant de l'arrêté en date du 6 janvier 2020, la liste des ETNC est la suivante : Anguilla, les Bahamas, les Fidji, Guam, les Iles Vierges américaines, les Iles Vierges britanniques, Oman, le Panama, les Samoa, les Samoa américaines, les Seychelles, Trinité-et-Tobago et le Vanuatu.

Régime d'imposition des loyers perçus par la SCPI (revenus fonciers)

Les revenus fonciers de source française sont imposables dans les mêmes conditions que les résidents (sous réserve des conventions fiscales). Ils sont soumis au barème normal de l'impôt sur le revenu mais avec un taux minimum d'imposition de 20 % (ou 30 % au-delà d'une certaine limite). Cependant, cette imposition minimale n'est pas applicable si le contribuable justifie qu'elle est supérieure à l'imposition calculée en appliquant à ses revenus de source française le taux moyen qui résulterait de la taxation en France de l'ensemble de ses revenus de sources française et étrangère. Dans ce cas, c'est l'imposition ainsi calculée qui est exigible.

En outre, ces revenus fonciers supportent les prélèvements sociaux au taux de 17,2 % ou le prélèvement de solidarité au taux de 7,5 %, lorsque les associés de la SCPI relèvent d'un régime de sécurité sociale au sein de l'EEE (Union européenne, Islande, Norvège, Liechtenstein) ou de la Suisse et ne sont pas à la charge d'un régime obligatoire de sécurité sociale français.

Les associés sont tenus d'effectuer une déclaration annuelle au centre des impôts des non-résidents⁽¹⁾.

L'imposition, ou non, de ces sommes et, le cas échéant, l'octroi d'un crédit d'impôt (ou l'application de toute autre méthode d'élimination de la double imposition) dans le pays de résidence fiscale de l'associé sont déterminés par sa législation interne et la convention fiscale applicable.

Régime d'imposition des plus-values immobilières et mobilières

Plus-values sur cession de parts de la SCPI ou sur cession d'immeubles de la SCPI (plus-values immobilières)

L'imposition des plus-values sur cessions d'immeubles situés en France réalisées par les SCPI sont imposables en France quel que soit l'Etat de résidence fiscale de l'associé. Il n'est pas tenu compte des règles de répartition de l'imposition prévue par la convention fiscale liant la France à l'Etat de résidence de l'associé sous réserve des dispositions ayant trait spécifiquement à l'imposition des sociétés de personnes ou aux modalités de recouvrement de l'impôt.

Les plus-values tirées des cessions de parts de SCPI réalisées par l'associé non résident fiscal français sont également imposables en France, sauf dispositions contraires prévues par la convention fiscale liant la France à l'Etat de résidence de l'associé cédant.

Ces plus-values, lorsqu'elles sont imposables en France, sont soumises à un prélèvement spécifique au taux de 19 %.

Les modalités de détermination de la plus-value immobilière sont identiques à celles applicables aux résidents notamment concernant l'application des abattements pour une durée de détention.

La surtaxe de 2 % à 6 % sur les plus-values nettes imposables supérieures à 50 000 € est également applicable.

En outre, les plus-values réalisées par les non-résidents sont soumises aux prélèvements sociaux au taux global actuellement en vigueur de 17,2 %.

L'imposition (ou non) de ces sommes et, le cas échéant, l'octroi d'un crédit d'impôt (ou l'application de toute autre méthode d'élimination de la double imposition) dans le pays de résidence fiscale de l'associé sont déterminés par sa législation interne et la convention fiscale applicable.

Plus-values de cession de valeurs mobilières issues du placement de la trésorerie

Une partie des liquidités disponibles pourra être placée en valeurs mobilières. La quote-part des gains réalisés par la SCPI revenant à un associé non résident est exonérée d'impôt sur le revenu en France sous réserve que la SCPI n'ait pas détenu, à un moment quelconque au cours des cinq dernières années, plus de 25 % des droits aux bénéfices de la société dont les titres sont cédés. Si le pourcentage de détention atteint 25 % minimum, les plus-values mobilières sont soumises à une retenue à la source au taux de 12,8 % (article 244 bis B du CGI).

Lorsque l'associé est domicilié dans un ETNC, les plus-values sont soumises à un prélèvement de 75 % quel que soit le pourcentage des droits détenus dans la société dont les titres sont cédés.

L'imposition, ou non, de ces sommes et, le cas échéant, l'octroi d'un crédit d'impôt (ou l'application de toute autre méthode d'élimination de la double imposition) dans le pays de résidence fiscale de l'associé sont déterminés par sa législation interne et la convention fiscale applicable.

Régime d'imposition des produits de placement de trésorerie de la SCPI (revenus financiers)

Dividendes et distributions assimilées

La quote-part de résultat correspondant à ces revenus de source française (c'est-à-dire versés par des sociétés françaises) revenant aux associés personnes physiques non domiciliés en France est soumise à une retenue à la source au taux unique de 12,8 %.

Produits de placement à revenus fixes.

Les produits de placements à revenu fixe, ne sont pas soumis à une retenue à la source (sauf paiement dans un ETNC).

L'imposition de ces sommes et, le cas échéant, l'octroi d'un crédit d'impôt (ou l'application de toute autre méthode d'élimination de la double imposition) dans le pays de résidence fiscale de l'associé sont déterminés par sa législation interne et la convention fiscale applicable le cas échéant.

Plus-values de cession de valeurs mobilières

La quote-part des gains réalisés par la SCPI revenant à un associé non-résident est susceptible d'être imposée en France et l'imposition, ou non, de ces sommes (et, le cas échéant, l'octroi d'un crédit d'impôt ou l'application de toute autre méthode d'élimination de la double imposition) dans le pays de résidence fiscale de l'associé sont déterminés par sa législation interne et la convention fiscale applicable le cas échéant.

Impôt sur la fortune immobilière (IFI)

Sont assujettis à l'IFI l'ensemble des biens et droits immobiliers détenus directement ou indirectement en France par le contribuable dès lors que la valeur nette de ce patrimoine immobilier excède 1 300 000 € au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Les parts de SCPI détenues par des non-résidents sont assujetties à l'IFI à hauteur de la fraction de leur valeur qui est représentative de biens ou droits immobiliers situés en France.

Spécificités du dispositif Scellier

Créée en 2009, la **SCPI Premely Habitat** permet aux associés de bénéficier du dispositif Scellier. Les avantages fiscaux du dispositif Scellier concernent l'investissement dans l'immobilier neuf résidentiel à usage locatif dans les zones éligibles. Ils permettent aux associés de bénéficier d'une réduction d'impôt dont le taux est de 25 % pour les souscriptions réalisées en 2009 et 2010. En contrepartie, la SCPI s'engage à louer les immeubles détenus pendant une durée de 9 ans minimum.

La réduction d'impôt est imputée pour la première fois, selon le cas, l'année d'achèvement du logement (ou des travaux de réhabilitation) ou de son acquisition si elle est postérieure ou de la réalisation de la souscription. La réduction d'impôt Scellier est étalée sur 9 ans, à raison d'un neuvième par an, sur un investissement plafonné à 300 000 €. Lorsque la réduction d'impôt excède l'impôt à payer, le différentiel est reportable sur les 6 années suivantes.

Pour préserver l'avantage fiscal du dispositif Scellier, les associés de la SCPI sont tenus de conserver leurs parts pendant la durée de location correspondant à un minimum de neuf ans à compter de la première mise en location du dernier des logements restant à louer par la SCPI quelle que soit sa date d'acquisition.

Fiscalité pour une part (en €) ⁽¹⁾

Pour les personnes physiques, la fiscalité se présente ainsi :

Résultat comptable	Dividendes bruts	Revenus imposables	Revenus fonciers	Produits financiers
51,85	51,50	51,61	51,61	0,00

(1) Part en jouissance au 31 décembre 2020.

Pour plus d'informations se reporter au texte de la fiscalité des associés et des sociétés de personnes.

Rapport de la Société de Gestion sur la préparation et l'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et les procédures de contrôle interne appliquées à la SCPI Premely Habitat

La Société de Gestion rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mise en place pour Premely Habitat, en application des nouvelles dispositions du Code de Commerce, (art. L.225-68) et du Code Monétaire et Financier (art L.621-18-3).

I - Conseil de surveillance

Présentation du Conseil

Le Conseil de Surveillance se compose de sept à douze membres maximum nommés par l'Assemblée Générale, pour trois ans.

Tout membre du Conseil de Surveillance ne peut cumuler plus de trois (3) mandats dans des Conseils de Surveillance des SCPI gérées par AMUNDI IMMOBILIER.

Les candidats au Conseil de Surveillance doivent posséder au minimum cinq (5) parts et ne pas être âgés de plus de 75 ans au jour de leur nomination ou de leur éventuel renouvellement.

Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres un Président, un Vice-président et s'il le juge nécessaire un Secrétaire ce dernier pouvant être choisi en dehors de ses membres.

Rôle et fonctionnement général du Conseil

Le Conseil de Surveillance est plus particulièrement chargé d'assister la Société de Gestion, de présenter, chaque année, à l'Assemblée Générale un rapport de synthèse sur l'exécution de sa mission, de donner son avis sur les questions qui pourraient lui être posées en Assemblée Générale, cependant, il s'abstient de tout acte de gestion.

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. En pratique, la Société de Gestion convoque au minimum 2 réunions du Conseil de Surveillance par exercice (mars et décembre) sur la convocation, soit du Conseil de Surveillance, soit de la Société de Gestion. Les réunions ont lieu au siège social, ou en tout autre endroit désigné dans la convocation.

II – Dispositif de contrôle interne, de conformité, et de gestion des risques

1. Textes de référence

L'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution,

Le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers,

Le Code Monétaire et Financier,

Le Code de Commerce,

Les normes professionnelles de déontologie AFG et ASPIM,

Les normes et procédures internes définies par la Société de Gestion pour son activité, s'inscrivant dans le cadre général des procédures du groupe Amundi et du groupe Crédit Agricole.

2. Principes d'organisation du contrôle interne

A) Principes fondamentaux

Le contrôle interne constitue le dispositif global permettant à la société d'assurer la maîtrise de ses activités et de ses risques. Le Président de la société a la responsabilité de la rédaction et du contenu d'un rapport annuel des contrôles internes mis en place dans l'entreprise.

Le déploiement du dispositif de contrôle interne répond aux principaux objectifs suivants :

- conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, les normes professionnelles et déontologiques et les normes internes,
- prévention et détection des fraudes et erreurs,
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables,
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques,
- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et des ressources, ainsi que la protection contre les risques de pertes.

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne d'Amundi sont :

- la couverture exhaustive des activités et des risques résumés dans une cartographie,

- la responsabilisation de l'ensemble des acteurs,
- la définition précise des fonctions et des tâches,
- la séparation des fonctions d'engagement et de contrôle,
- le suivi et contrôle des délégations,
- le développement et l'application des normes et procédures,
- l'existence de systèmes de contrôle, comprenant des contrôles permanents dits de 1^{er} niveau et 2nd niveau et des contrôles périodiques dits de 3^e niveau, réalisés par l'audit interne du groupe Amundi.

B) Pilotage du dispositif

Le dispositif de contrôle interne est piloté par :

- le Responsable des Risques et du Contrôle Permanent, fonctionnellement rattaché au Directeur Général Délégué d'Amundi Immobilier et hiérarchiquement à la Direction des Risques du groupe Amundi,
- le Responsable de la Conformité et du Contrôle interne hiérarchiquement rattaché au Directeur Général Délégué d'Amundi Immobilier et fonctionnellement au Directeur de la Conformité (Compliance) du groupe Amundi,
- un Comité Risques et un Comité Compliance, qui ont pour objectif de suivre l'ensemble des risques et des contrôles réalisés et de prendre toute décision nécessaire s'y rapportant.

C) Description du dispositif

Le dispositif de contrôle interne repose sur un référentiel de procédures, sur la responsabilisation des directions en charge des activités, la collégialité dans le processus de prise de décision, la séparation des fonctions d'exécution et de contrôle.

De plus la Société de Gestion dispose d'outils informatiques dotés de fonctionnalités de contrôle intégrées permettant l'automatisation d'une partie des contrôles prévus dans le cadre du contrôle interne.

Les résultats de ces contrôles peuvent donner lieu à des actions préventives ou correctives.

Le dispositif de Contrôle Interne s'articule autour de trois niveaux :

- **Le contrôle permanent de 1^{er} niveau**, ou première ligne de défense, est assuré par les équipes opérationnelles où chaque responsable organise et pilote les contrôles de premier niveau à l'intérieur de son périmètre de délégations. Des contrôles peuvent être réalisés à tous les niveaux hiérarchiques et fonctionnels de l'entité concernée. Ils englobent la mise en application des normes et procédures, la mise en œuvre des délégations de pouvoirs, la mise en place de dispositifs de contrôle et d'autocontrôle, l'appréciation des performances opérationnelles, la sécurité des patrimoines et la séparation des fonctions.
- **Le contrôle permanent de 2^e niveau**, ou deuxième ligne de défense, est assuré par des équipes spécialisées de contrôle qui vérifient en permanence que l'entreprise et ses clients ne sont pas exposés aux risques financiers, opérationnels et réglementaires au-delà de leur seuil de tolérance.

A ce titre, le Responsable de la Conformité et du Contrôle interne contrôle le respect des lois, règlements, codes de bonne conduite et règles internes propres à l'activité de la Société de Gestion (respect de l'intérêt du client, règles de déontologie, gestion des conflits d'intérêt, suivi des réclamations clients, dispositif de Sécurité Financière).

Le Responsable des Risques et du Contrôle Permanent veille à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne d'Amundi Immobilier (hors Conformité). Un dispositif de contrôle interne particulier concerne les prestations essentielles externalisées auprès de tiers (PSEE). Les dispositifs de contrôle interne de la sécurité des systèmes d'informations, des risques relatifs à la protection des données personnelles et du plan de continuité d'activités (PCA) s'appuient sur une délégation au groupe Amundi.

Les Responsables de la Conformité et du Contrôle interne et des Risques et du Contrôle Permanent procèdent à l'actualisation de la cartographie des risques.

- **Le contrôle périodique, dit contrôle de 3^e niveau**, ou troisième ligne de défense, est assuré de manière indépendante par le Département d'Audit Interne du groupe Amundi.

3. Conformité

- La Conformité consiste à respecter les lois, règlements, codes de bonne conduite et règles internes propres à l'activité d'Amundi Immobilier.
- Le dispositif de Conformité est piloté par le Responsable de la Conformité et du Contrôle interne d'Amundi Immobilier.
- Ce dispositif permet de contrôler que sont respectées les dispositions législatives et réglementaires, les règles propres au prospectus et notice d'information d'un produit, les normes professionnelles et déontologiques édictées par l'AFG et l'ASPIIM, et les normes internes du groupe Amundi et du Groupe Crédit Agricole, notamment le programme "Fides". Ce dernier a pour objectif de veiller à la bonne application des obligations réglementaires en les adaptant aux spécificités du Groupe.
- Les contrôles de conformité recouvrent notamment :
 - la sécurité financière, qui comprend le respect des sanctions internationales ainsi que la prévention du blanchiment des capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme, conformément à la réglementation. A cet effet, des procédures propres à Amundi Immobilier et des moyens spécifiques sont mis en œuvre, en particulier en matière de connaissance des relations d'affaires,
 - la protection de l'intérêt des clients et leur information : classification clients/produits conformément à la Directive MIF, suivi des réclamations clients, contrôle de la documentation commerciale, validation du lancement de nouveaux produits, etc...
 - l'éthique professionnelle : remise d'un manuel de déontologie à l'ensemble du personnel de la société, en complément du règlement intérieur. Le Responsable Conformité s'assure que chaque collaborateur respecte les dispositions de ce manuel, en s'appuyant sur un outil informatique spécifique,
 - la gestion des conflits d'intérêts,
 - la prévention de la fraude et de la corruption,
 - l'intégrité des marchés.
- Des formations obligatoires pour les collaborateurs concernés sont organisées régulièrement sur les différents thèmes de la Conformité.
- L'investisseur peut retrouver sur le site www.Amundi-Immobilier.com les informations relatives à la sélection des intermédiaires pour l'aide à la décision d'investissement et pour l'exécution des ordres (best execution).

4. Risques et Contrôle Permanent

- Le dispositif de gestion des risques vise à :
 - s'assurer que la Société de Gestion respecte l'ensemble des engagements pris dans le cadre de ses activités,
 - s'assurer qu'elle dispose de données fiables sur les aspects essentiels à la conduite de ses activités, notamment en matière de valorisation,
 - à informer les instances de direction et de gouvernance de la Société de Gestion sur le niveau des risques liés à l'activité.
- Le dispositif de gestion des risques est piloté par le Responsable des Risques et du Contrôle Permanent. Pour garantir l'indépendance de la fonction permanente de gestion des risques par rapport à la gestion et les équipes opérationnelles, le Responsable des Risques et du Contrôle Permanent a un double rattachement :
 - rattachement direct à la Direction Générale d'Amundi Immobilier,
 - rattachement à un responsable de pôle de la Ligne Métier Risques du groupe Amundi.
- La fonction permanente de gestion des risques d'Amundi Immobilier applique ainsi les principes fondamentaux établis par la Ligne Métier Risques du groupe Amundi avec les ajustements nécessaires à la gestion de Fonds immobiliers et bénéficie du support des équipes de la Ligne Métier.
- La fonction de gestion permanente des risques est chargée de fournir une estimation des risques générés au niveau des portefeuilles et de la Société de Gestion et de s'assurer que les risques qui sont pris pour le compte des clients sont conformes à leurs attentes et raisonnables par rapport à leur profil (ou ce qui en est connu).
- La Société de Gestion a établi une politique de risque et un dispositif opérationnel de suivi et d'encadrement veillant à s'assurer que le profil de risque du FIA est conforme à celui décrit aux investisseurs. En particulier sa fonction permanente de gestion des risques veille au respect des limites encadrant les risques de marché, de crédit, de liquidité ou opérationnels.

Pour plus d'information, l'investisseur peut notamment consulter les statuts, la note d'information et les résolutions d'Assemblée Générale figurant à la fin du présent rapport.

III - Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Immobilier est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la "Directive AIFM"), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la "Directive UCITS V"). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la Société de Gestion que sur les fonds gérés.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 4 février 2020, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2019 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2020.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2020, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Immobilier à l'ensemble de son personnel (soit 136 collaborateurs au 31 décembre 2020) s'est élevé à 12 829 419 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Immobilier sur l'exercice : 10 049 070 euros, soit 78 % du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Immobilier sur l'exercice : 2 780 349 euros, soit 22 % du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun "carried interest" n'a été versé pour l'exercice.

Du fait du nombre réduit de "cadres dirigeants et cadres supérieurs" (5 collaborateurs au 31 décembre 2020) et de "gérants décisionnaires" dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (aucun collaborateur au 31 décembre 2020), le montant total des rémunérations (fixes et variables différés et non différés) versées à ces catégories de personnel n'est pas publié.

2. Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

A) Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères financiers usuels :

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

Critères non-financiers usuels :

- Respect des règles internes en matière de prévention et de gestion des risques (Risques/Conformité) ;
- Innovation / développement produit ;
- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

B) Fonctions commerciales

Critères financiers usuels :

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute ; développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits ;

Critères non-financiers usuels :

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

C) Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.),
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment,

- La mise en place d'un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- La partie différée du bonus des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100 % sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- L'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

L'engagement de la Société de Gestion dans le développement durable

Le groupe Amundi développe une politique d'Investissement Responsable et de gestion engagée. Cet engagement sociétal est un des piliers stratégiques en réponse aux défis sociaux et environnementaux actuels et à venir, à travers une gouvernance transparente et de qualité. En 2018, le groupe annonce un

plan d'actions à 3 ans pour donner une nouvelle portée à ses ambitions, avec comme principaux objectifs une intégration ESG (Environnement Sociétal et Gouvernance) à 100 % dans la notation, la gestion et les votes. Amundi finalise en 2021 la mise en œuvre de ce plan.



Principes for Responsible Investment

Signature des Principes de l'Investissement Responsable développés sous l'égide des Nations Unies dès 2006.

Amundi s'est une nouvelle fois vu attribuer en 2020 le score le plus élevé (A+) selon le rapport d'évaluation annuel établi par les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) dans la catégorie "Stratégie & Gouvernance" et pour son approche d'investissement responsable dans la gestion des actions cotées et des titres à revenu fixe.

Engagé dans le sillage du groupe Amundi et convaincu que la prise en compte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) consolide la performance financière des actifs immobiliers et des Fonds propriétaires, Amundi Immobilier a développé dès 2011, une charte d'Investissement Responsable (auditée par le cabinet Ernst & Young) portant sur les

acquisitions et la gestion de son parc d'immeubles. Une nouvelle Charte a été publiée en 2019 pour intégrer et renforcer la réponse d'Amundi Immobilier aux enjeux extra-financiers actuels. Celle-ci promeut la mise en place d'actions et de processus de gestion sur l'ensemble des actifs gérés par Amundi Immobilier. Elle est accessible sur son site internet.



L'engagement actif d'Amundi Immobilier au sein de la profession



Amundi Immobilier s'investit aussi sur la place dans le but de contribuer à l'amélioration des pratiques du secteur. En octobre 2013, Amundi Immobilier a été un des premiers signataires de la Charte pour l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires publics et privés à l'initiative du Plan Bâtiment Durable, et a réaffirmé en 2017 son implication en adhérant à la mise à jour de cette charte.

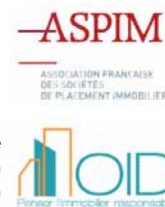
De plus, la Société de Gestion participe aux réflexions de place pour favoriser la mise en œuvre des objectifs nationaux d'efficacité énergétique au sein du Plan Bâtiment Durable, fédérateur d'un large réseau d'acteurs du bâtiment et de l'immobilier. Différents dispositifs sont déployés au sein des actifs sous gestion visant à favoriser la gestion de l'énergie et son économie.

Amundi Immobilier, au sein de l'ASPIM (Association française des Sociétés de Placement de l'immobilier), a activement contribué à la création d'une Charte d'Engagement en faveur du Développement de la gestion ISR en immobilier, gage de transparence et de sécurité pour les investisseurs finaux.

Dès 2018, Amundi Immobilier a participé au Groupe de Travail pour la création d'un label ISR d'Etat des Fonds immobiliers lisible et compréhensible de tous. Celui-ci est devenu effectif le 23/07/2020 (Journal Officiel).

Amundi Immobilier poursuit son engagement auprès de l'Observatoire de l'Immobilier Durable (OID) dont elle est l'un des membres fondateurs en assurant la fonction de secrétaire général au sein du conseil d'administration de l'OID. La création de l'OID, en 2012, s'est inscrite dans une logique de transparence, avec l'objectif de promouvoir le développement durable dans l'immobilier. L'OID diffuse des données sur l'évolution de la performance énergétique et environnementale de l'immobilier tertiaire en France et représente aussi un lieu d'échange et de réflexion avec la tenue de groupes de travail et des publications régulières.

L'OID a été reconnue association d'intérêt général en février 2020.



? / 20 L'évaluation des actifs

La méthodologie de notation des immeubles d'Amundi Immobilier a été revue en 2020 afin de répondre aux enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) actuels. Amundi Immobilier consolide son dispositif tout en capitalisant sur la méthodologie existante.

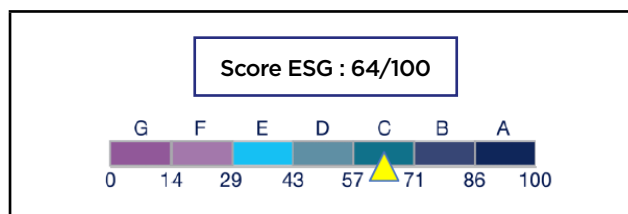
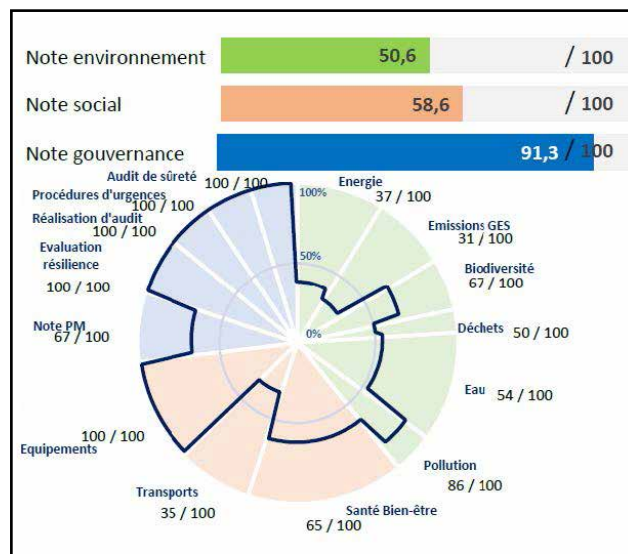
La notation s'est renforcée par une dizaine de critères supplémentaires permettant de couvrir l'ensemble des attentes ESG auquel le Fonds répond. Ainsi chaque immeuble est noté sur 14 thématiques réparties sur les trois piliers ESG - E(vert), S (orange) et G (bleu).

Les notes obtenues sur ces 14 thématiques sont globalisées dans le score ESG allant de 0 à 100. Cette note classe les actifs sur une échelle de A à G, la meilleure note étant A (100).

Cette évaluation est utilisée durant les différentes phases de vie de l'actif :

- **A l'acquisition** : elle mesure les performances environnementales et sociales des actifs permettant d'exclure tout actif ayant une note inférieure à E.
- **En phase de gestion courante** : la notation est révisée tous les 3 ans ou chaque fois que des évolutions notables comme des travaux surviennent sur l'immeuble. Si la note de l'actif se détériore et passe en dessous des seuils évoqués précédemment, les équipes de gestion mettent en place un plan d'action pour porter la note de l'actif à un niveau acceptable ou arbitre l'actif.

Exemple d'un actif ayant un score ESG de 64/100



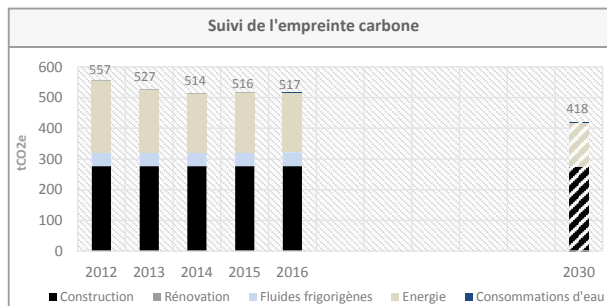
Les émissions de gaz à effet de serre :

Un bilan carbone de chaque actif est réalisé prenant en compte les 3 sources d'émissions existantes :

- les émissions directes : émissions liées au gaz, fioul et fuites de fluides frigorigènes ;
- les émissions indirectes liées aux consommations énergétiques : émissions liées à l'électricité, l'eau, les réseaux de chaleur et de froid ;
- les autres émissions indirectes : émissions liées aux matériaux de construction / rénovation.

Ce bilan est représenté pour chaque actif, sous forme de graphique :

Il permet d'élaborer l'empreinte carbone cible compatible avec une trajectoire 2°C (limitation du réchauffement climatique à 2°C au-dessus des températures préindustrielles - Accord de Paris). Déterminant ainsi les réductions d'émissions de Gaz à effet de serre à réaliser.

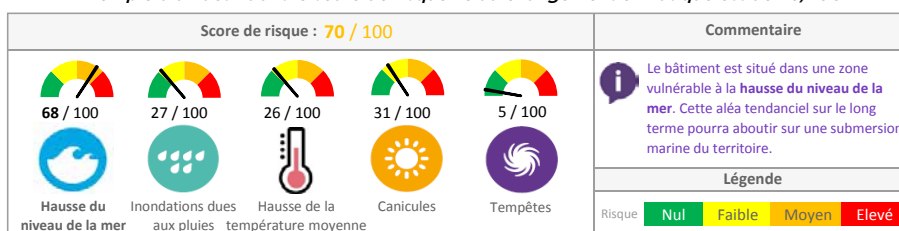


L'exposition des actifs aux risques climatiques :

Les risques liés aux changements climatiques se traduisent par des événements chroniques (élévation du niveau de la mer et de la température) et exceptionnels (canicules, inondations, tempêtes) pouvant endommager le bâtiment ou ses équipements.

Cette étude nous permet donc d'identifier les actifs qui pourraient subir les conséquences de ces changements et de prévoir des mesures d'adaptation et de prévention pour favoriser leur résilience.

Exemple d'un actif dont le score de risque lié au changement climatique est de 70/100



L'action d'Amundi Immobilier sur la biodiversité et la végétalisation en ville.



Dans la continuité de l'engagement d'Amundi pour la biodiversité à travers l'initiative Act4nature, Amundi Immobilier a renforcé sa politique d'intégration de critères ESG et instauré en 2017 un axe biodiversité dans la gestion de son parc d'immeubles en gestion. Cet axe prend deux formes principales :

1. L'installation de ruches en toiture des bâtiments dans le but de participer à la promotion de l'apiculture urbaine et lutter contre le fléau que constitue la disparition des insectes pollinisateurs.

Chaque année, un atelier pédagogique est organisé dans les immeubles concernés afin de sensibiliser les occupants et exploitants à cette problématique.

2. La végétalisation des immeubles. Celle-ci peut prendre 3 formes différentes en fonction des enjeux et du contexte de l'actif :

- La biodiversité : une végétalisation qui va favoriser la restauration et la continuité des habitats naturels du territoire.
- L'agriculture urbaine : une végétalisation qui va favoriser la culture de plantes aromatiques ou de fruits/légumes qui pourront ensuite être distribués aux locataires. Ce type de projet permet généralement de créer une activité intéressante sur l'actif à travers la formation d'un club potager, de fournir une ressource pour les pollinisateurs et d'accroître la satisfaction des utilisateurs en leur proposant des produits directement cultivés sur place.
- L'agrément des utilisateurs : une végétalisation qui est tournée vers la création d'un lieu de repos ou de travail alternatif sur l'actif permettant aux utilisateurs de bénéficier d'un nouvel espace de vie conçu comme un cocon de verdure.



La production d'énergie renouvelable

Dans le but de contribuer à la transition énergétique, Amundi Immobilier veille à favoriser la mise en place de sources de production d'énergies renouvelables sur ses actifs. La production de ces dispositifs est soit utilisée par les locataires pour leur propre consommation soit revendu au réseau électrique pour verdir le mix énergétique (renforcement des énergies renouvelables).

Panneaux Photovoltaïques en toiture de l'actif Enjoy à Paris 17^e.

La production annuelle du projet atteint environ 398 MWh par an.



Concernant Premely Habitat

En adéquation avec sa stratégie d'investissement, la SCPI a acquis ses immeubles dans une logique de maîtrise des performances énergétiques avec une recherche d'amélioration thermique par rapport à la réglementation en cours au moment de la construction. Ainsi, l'ensemble du parc dispose de très bonnes performances énergétiques ; Certains immeubles ont d'ailleurs obtenu une certification attestant ces excellentes performances, ils représentent 76 % du Fonds en valeur en 2020.

Tableaux annexes

Valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution

(en €)	2019	2020
Valeurs de la société		
Valeur comptable	90 901 540,06	90 919 111,97
Valeur de réalisation	98 863 318,29	99 990 890,20
Valeur de reconstitution	115 569 844,96	116 887 308,75
Valeurs de la société ramenées à une part		
Valeur comptable	1 818,03	1 818,38
Valeur de réalisation	1 977,27	1 999,82
Valeur de reconstitution	2 311,40	2 337,75

Valeur comptable

Elle correspond à la valeur d'acquisition hors taxes et/ou hors droits de la valeur des actifs augmentée des travaux d'investissement et des autres actifs et des dettes.

Valeur de réalisation

Elle est égale à la somme de la valeur vénale des immeubles et de la valeur des autres actifs et passifs en tenant compte des plus-values latentes sur actifs financiers.

La valeur vénale des immeubles est déterminée par la Société de Gestion sur la base des analyses de l'Expert en évaluation immobilière désigné par l'Assemblée Générale.

Valeur de reconstitution

La valeur de reconstitution est égale à la valeur de réalisation augmentée des frais de constitution de son patrimoine (frais d'acquisition des immeubles et commissions de souscription).

Valeur de réalisation et valeur de reconstitution, étant destinées à servir de référence à la détermination du prix des parts, doivent se rapporter à l'ensemble des éléments d'actifs de la SCPI et pas seulement à l'ensemble de ses actifs immobiliers locatifs.

Évolution du capital fin de période

	2016	2017	2018	2019	2020
Montant du capital nominal au 31 décembre (en €)	76 000 000	76 000 000	76 000 000	76 000 000	76 000 000
Nombre de parts au 31 décembre	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Nombre d'associés au 31 décembre	1 984	1 990	1 994	2 008	2 014

Le capital a été atteint en décembre 2009.

Évolution du marché secondaire des parts

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de parts cédées ou retirées	143,00	131,00	76,00	226,00	53,00
Pourcentage par rapport au nombre total de parts en circulation au 31/12	0,28 %	0,26 %	0,15 %	0,45 %	0,11 %
Demandes de cessions ou de retraits en attente	124,00	126,00	33,00	114,00	85,00
Délai moyen d'exécution d'une cession ou d'un retrait					
Rémunération de la gérance sur les cessions, les retraits (en € HT)	10 172,00	8 863,86	4 640,11	13 581,59	2 712,09

Évolution du dividende par part sur 5 ans

(en € par part)	2016	2017	2018	2019	2020
Report à nouveau avant affectation du résultat	5,92	5,84	9,34	11,74	11,71
Dividende brut versé au titre de l'année	48,00	46,00	47,00	46,00	51,50
Résultat de l'exercice	47,91	49,10	49,41	45,97	51,85
Impact changement de méthode PGR/PGE		0,40 ⁽¹⁾			
Report à nouveau après affectation du résultat	5,84	9,34	11,74	11,71	12,06

(1) Le report à nouveau tient compte de l'incorporation de 0,40 € par part suite au changement de méthode de provisionnement des gros travaux en application du nouveau plan comptable en vigueur.

PGR/PGE : provisions pour grosses réparations / provisions gros entretien.

Emploi des fonds

(en €)	Réel 2019	Variation	Réel 2020
I - Fonds collectés	91 412 000,00	0,00	91 412 000,00
Capital	76 000 000,00		76 000 000,00
Primes nettes de souscription / fusion (1)	15 412 000,00		15 412 000,00
II - Emplois des fonds	-90 626 917,67	-1 764,04	-90 628 681,71
Report à nouveau (R.A.N.)	587 179,84	-1 764,04	585 415,80
Investissements	-91 214 097,51	0,00	-91 214 097,51
Montant restant à investir (I + II)	785 082,33	-1 764,04	783 318,29

(1) Un reclassement des frais d'acquisition du patrimoine entre les lignes primes nettes de souscription et investissements est maintenu dans le tableau depuis 2017. Il est d'un montant de 1 095 875,74 €.

Créances clients par échéances

Conformément à l'article D 441-6 du Code de commerce, la société donne la décomposition du solde des créances à l'égard des clients au 31/12/2020 par date d'échéance. Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice :

	Créances non échues	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Nombres de factures concernées		60	14	19	133	226
Montant total des factures concernées (en €)		72 256,00	12 253,00	20 709,00	299 964,00	405 182,00
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice		1,66 %	0,28 %	0,48 %	6,91 %	9,33 %

Les délais de paiement de référence utilisés sont en conformité avec le délai légal-article L 441-10 du code de commerce.
Aucune créance relative à des créances litigieuses ou non comptabilisées n'a été exclue.

Dettes fournisseurs par échéances

Conformément à l'article D 441-6 du Code de commerce, la société donne la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs au 31/12/2020 par date d'échéance. Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice :

	Dettes non échues	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Nombres de factures concernées	12	9	3	7	26	57
Montant total des factures concernées (en €)	132 931,00	5 820,00	989,00	23 636,00	-12 959,00	150 416,00
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	10,19 %	0,40 %	0,08 %	1,80 %	-0,99 %	11,48 %

Les délais de paiement de référence utilisés sont en conformité avec le délai légal- article L 441-10 du code de commerce.
Aucune dette relative à des dettes litigieuses ou non comptabilisées n'a été exclue.

Évolution par part en jouissance des résultats financiers sur 5 ans

	2016		2017		2018		2019		2020	
	Euros pour une part	% du total des revenus	Euros pour une part	% du total des revenus	Euros pour une part	% du total des revenus	Euros pour une part	% du total des revenus	Euros pour une part	% du total des revenus
Revenus⁽¹⁾										
Recettes locatives brutes	75,02	99,36 %	74,28	99,53 %	76,78	99,56 %	78,47	99,00 %	78,46	99,48 %
Produits financiers	0,02	0,03 %								0,00 %
Produits divers	0,46	0,61 %	0,34	0,46 %	0,34	0,44 %	0,79	1,00 %	0,41	0,52 %
TOTAL DES REVENUS	75,51	100,00 %	74,63	100,00 %	77,12	100,00 %	79,26	100,00 %	78,87	100,00 %
Charges internes										
Charges externes⁽²⁾										
Commission de gestion	-9,08	-12,02 %	-8,61	-11,53 %	-9,17	-11,89 %	-9,67	-12,19 %	-5,91	-7,49 %
Autres frais de gestion	-1,91	-2,53 %	-2,17	-2,90 %	-2,32	-3,01 %	-2,52	-3,18 %	-2,84	-3,60 %
Entretien du patrimoine au cours de l'exercice			-1,27	-1,70 %	-1,70	-2,20 %	-5,30	-6,69 %	-2,86	-3,63 %
Charges locatives non récupérables	-15,73	-20,83 %	-12,08	-16,19 %	-14,06	-18,23 %	-15,93	-20,09 %	-15,18	-19,24 %
Sous-total Charges externes	-26,72	-35,38 %	-24,12	-32,32 %	-27,25	-35,34 %	-33,41	-42,15 %	-26,78	-33,96 %
Amortissements nets										
- patrimoine										
- autres										
Provisions nettes⁽²⁾										
- pour travaux	-0,40	-0,53 %	-0,08	-0,11 %			0,08	0,10 %		
- autres	-0,56	-0,74 %	-1,28	-1,71 %	-0,45	-0,59 %	0,10	0,13 %	-0,19	-0,24 %
Sous-total Charges internes	-0,95	-1,26 %	-1,36	-1,82 %	-0,45	-0,59 %	0,18	0,23 %	-0,19	-0,24 %
Total des charges	-27,67	-36,65 %	-25,48	-34,14 %	-27,70	-35,92 %	-33,23	-41,93 %	-26,97	-34,20 %
Charges financières	-0,07	-0,09 %	-0,07	-0,10 %	-0,02	-0,03 %	-0,11	-0,14 %	-0,09	-0,11 %
Résultat courant	47,77	63,26 %	49,08	65,76 %	49,40	64,05 %	45,92	57,93 %	51,81	65,69 %
Produits exceptionnels	0,19	0,25 %	0,02	0,03 %	0,01	0,01 %	0,05	0,06 %	0,04	0,05 %
Charges exceptionnelles	-0,04	-0,06 %								
Résultat net comptable	47,91	63,46 %	49,10	65,80 %	49,41	64,06 %	45,97	57,99 %	51,85	65,74 %
Variation du report à nouveau Dotation (-) Reprise (+)	0,09	0,11 %	-3,10	-4,16 %	-2,41	-3,12 %	0,03	0,04 %	-0,36	-0,45 %
Revenu distribué	47,99	63,57 %	46,00	61,64 %	47,00	60,94 %	46,00	58,04 %	51,50	65,30 %

(1) sous déduction de la partie non imputable à l'exercice.

(2) dotation de l'exercice diminuée des reprises.

Comptes annuels - au 31 décembre 2020

État du patrimoine

(en €)	31 décembre 2020		31 décembre 2019	
	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées
I - PLACEMENTS IMMOBILIERS				
1 - Immobilisations locatives				
Droits réels (Usufruits, bail emphytéotique, servitudes...)				
Amortissements droits réels				
Concessions				
Amortissements concessions				
Construction sur sol d'autrui				
Amortissements construction sur sol d'autrui				
Terrains et constructions locatives (y compris agencements)	90 118 221,77	99 190 000,00	90 118 221,77	98 080 000,00
Immobilisations en cours				
Sous-total 1 - Immobilisations locatives	90 118 221,77	99 190 000,00	90 118 221,77	98 080 000,00
2 - Provisions liées aux placements immobiliers				
Dépréciation exceptionnelle d'immobilisations locatives				
Provision pour gros entretien				
Provisions pour risques et charges				
Sous-total 2 - Provisions liées aux placements immobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
3 - Titres financiers contrôlés				
Immobilisations financières contrôlées				
Dépréciation exceptionnelle d'immobilisations financières contrôlées				
Provisions pour risques et charges				
Sous-total 3 - Titres financiers contrôlés	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I - Placements immobiliers	90 118 221,77	99 190 000,00	90 118 221,77	98 080 000,00
II - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Immobilisations financières non contrôlées				
Dépréciation d'immobilisations financières non contrôlées				
Avances en compte courant et créances rattachées des immobilisations financières contrôlées				
Avances en compte courant et créances rattachées des immobilisations financières non contrôlées				
Dépréciation des avances en compte courant et créances rattachées				
TOTAL II - Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
III - ACTIFS D'EXPLOITATION				
1 - Actifs immobilisés				
Associés capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations financières autres que les titres de participations	36 082,97	36 082,97	35 080,97	35 080,97
Dépréciation des immobilisations financières autres que les titres de participations				
Sous-total 1 - Actifs immobilisés	36 082,97	36 082,97	35 080,97	35 080,97
2 - Créances				
Locataires et comptes rattachés	593 344,92	593 344,92	590 537,37	590 537,37
Provisions pour dépréciation des créances	-342 069,63	-342 069,63	-330 651,83	-330 651,83
Autres créances	23 772,78	23 772,78	191 038,15	191 038,15
Sous-total 2 - Créances	275 048,07	275 048,07	450 923,69	450 923,69
3 - Valeurs de placement et disponibilités				
Valeurs mobilières de placement				
Fonds de remboursement				
Autres disponibilités	2 654 020,18	2 654 020,18	2 376 126,42	2 376 126,42
Sous-total 3 - Valeurs de placement et disponibilités	2 654 020,18	2 654 020,18	2 376 126,42	2 376 126,42
TOTAL III - Actifs d'exploitation	2 965 151,22	2 965 151,22	2 862 131,08	2 862 131,08

(en €)	31 décembre 2020		31 décembre 2019	
	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées
IV - PASSIFS D'EXPLOITATION				
Provisions pour risques et charges	-43 001,27	-43 001,27	-42 396,85	-42 396,85
Dettes				
Dettes financières	-324 297,50	-324 297,50	-331 354,32	-331 354,32
Dettes d'exploitation	-435 698,40	-435 698,40	-565 337,16	-565 337,16
Dettes diverses	-1 361 263,85	-1 361 263,85	-1 139 724,46	-1 139 724,46
TOTAL IV - Passifs d'exploitation	-2 164 261,02	-2 164 261,02	-2 078 812,79	-2 078 812,79
V - COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF ET PASSIF				
Charges constatées d'avance				
Autres comptes de régularisation				
Produits constatés d'avance				
TOTAL V - Comptes de régularisation actif et passif	0.00	0.00	0.00	0.00
CAPITAUX PROPRES COMPTABLES (I+II+III+IV+V)	90 919 111,97		90 901 540,06	
VALEUR ESTIMÉE DU PATRIMOINE (*)		99 990 890,20		98 863 318,29

(*) Cette valeur correspond à la valeur de réalisation définie à l'article 11 de la loi n°701300 du 31 décembre 1970 et à l'article 14 du décret n°71524 du 1^{er} juillet 1971.

Tableau de variation des capitaux propres

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Affectation du résultat	Autres mouvements	Situation de clôture au 31/12/2020
1 - Capital				
Capital souscrit	76 000 000,00			76 000 000,00
Capital en cours de souscription				
Sous-total 1 - Capital	76 000 000,00			76 000 000,00
2 - Primes d'émission				
Primes d'émission ou de fusion	24 000 000,00			24 000 000,00
Primes d'émission en cours de souscription				
Prélèvement sur prime d'émission ou de fusion	-9 683 875,74			-9 683 875,74
Sous-total 2 - Prime d'émission	14 316 124,26			14 316 124,26
3 - Autres capitaux propres				
Ecart de réévaluation				
Ecart sur dépréciation des immeubles d'actifs				
Fonds de remboursement prélevé sur le résultat distribuable				
Plus ou moins values réalisées sur cessions d'immeubles et distribuées				
Réserves				
Report à nouveau (R.A.N.)	587 179,84	-1 764,04		585 415,80
Sous-total 3 - Autres capitaux propres	587 179,84	-1 764,04		585 415,80
4 - Résultat de l'exercice				
Résultat de l'exercice	2 298 255,37	-2 298 255,37	2 592 571,91	2 592 571,91
Acomptes sur distribution	-2 300 019,41	2 300 019,41	-2 575 000,00	-2 575 000,00
Sous-total 4 - Résultat de l'exercice	-1 764,04	1 764,04	17 571,91	17 571,91
CAPITAUX PROPRES COMPTABLES (1+2+3+4)	90 901 540,06	0,00	17 571,91	90 919 111,97

Engagements hors bilan

(en €)	Exercice 2020	Exercice 2019
Dettes garanties		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Garanties données		
Garanties reçues		
Aval, cautions		

Il n'y a pas d'engagement hors bilan en 2020.

Engagements réciproques

Néant.

Compte de résultat

(en €)	31 décembre 2020		31 décembre 2019	
	Détail	Total	Détail	Total
I - Résultat de l'activité immobilière				
1 - Produits immobiliers				
Loyers	3 922 850,03		3 923 396,90	
Charges facturées	411 389,30		393 053,34	
Produits des participations contrôlées				
Produits annexes	8 233,50		22 394,71	
Reprise de provisions			4 000,00	
Transfert de charges immobilières	12 430,56		17 159,12	
Sous-total 1 - Produits immobiliers		4 354 903,39		4 360 004,07
2 - Charges immobilières				
Charges ayant leur contrepartie en produits	411 389,30		393 053,34	
Travaux de gros entretiens				
Charges d'entretien du patrimoine locatif	143 121,82		265 015,47	
Dotations aux provisions pour gros entretiens				
Dotations aux amortissements et provisions des placements immobiliers				
Autres charges immobilières	758 816,38		796 278,34	
Sous-total 2 - Charges immobilières		1 313 327,50		1 454 347,15
Total I - Résultat de l'activité immobilière (1-2)		3 041 575,89		2 905 656,92
II - Résultat d'exploitation autre que l'activité immobilière				
1 - Produits d'exploitation				
Reprise d'amortissements d'exploitation			13 592,14	
Reprise de provisions d'exploitation				
Reprise de provisions pour créances douteuses	49 063,24		67 185,03	
Reprise de provisions pour risques et charges	4 592,95		7 318,66	
Transfert de charges d'exploitation				
Autres produits	0,06		16,74	
Sous-total 1 - Produits d'exploitation		53 656,25		88 112,57
2 - Charges d'exploitation				
Commissions de la Société de gestion	295 405,13		483 279,42	
Charges d'exploitation de la société	104 416,38		87 574,25	
Diverses charges d'exploitation	37 375,71		38 329,68	
Dotations aux amortissements d'exploitation				
Dotations aux provisions d'exploitation	2 526,73		4 592,95	
Dépréciation des créances douteuses	60 481,04		78 517,63	
Sous-total 2 - Charges d'exploitation		500 204,99		692 293,93
Total II - Résultat d'exploitation autre que l'activité immobilière (1-2)		-446 548,74		-604 181,36
III - Résultat financier				
1 - Produits financiers				
Dividendes des participations non contrôlées				
Produits d'intérêts des comptes courants				
Autres produits financiers				
Reprise de provisions sur charges financières				
Sous-total 1 - Produits financiers		0,00		0,00
2 - Charges financières				
Charges d'intérêts des emprunts				
Charges d'intérêts des comptes courants				
Autres charges financières	4 396,64		5 638,36	
Dépréciations des charges financières				
Sous-total 2 - Charges financières		4 396,64		5 638,36
Total III - Résultat financier (1-2)		-4 396,64		-5 638,36

(en €)	31 décembre 2020		31 décembre 2019	
	Détail	Total	Détail	Total
IV - Résultat exceptionnel				
1 - Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels	1 941,40		2 418,17	
Reprise d'amortissements et provisions exceptionnelles				
Sous-total 1 - Produits exceptionnels		1 941,40		2 418,17
2 - Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles				
Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles				
Sous-total 2 - Charges exceptionnelles		0,00		0,00
Total IV - Résultat exceptionnel (1-2)		1 941,40		2 418,17
Résultat net (I+II+III+IV)		2 592 571,91		2 298 255,37

Règles et méthodes comptables

Faits caractéristiques de l'exercice

La société a procédé à la distribution d'acomptes trimestriels sur dividendes en 2020, pour un total de 2 575 000 euros soit 51,50 € par part. L'année 2020 a été marquée par l'épidémie de coronavirus qui a impacté l'économie européenne. Dans le cas de votre SCPI, les effets de cette crise sur les états financiers de la société ont pu principalement concerner la commercialisation locative des immeubles, le recouvrement des loyers et la valorisation des actifs.

Evénements post-clôture

Néant.

Règles et méthodes comptables

Introduction

Les comptes annuels au 31 décembre 2020 ont été préparés dans un contexte évolutif de crise sanitaire et économique lié au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Par conséquent, les estimations comptables concourant à la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2020 ont été réalisées dans un environnement sujet à une incertitude accrue et il est possible que les résultats futurs des opérations de la société diffèrent des estimations effectuées au 31 décembre 2020.

Principes et règles comptables en vigueur

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié, relatif au plan, comptable général, sous réserve des adaptations prévues par le règlement 2016-03 du 15 avril 2016 de l'ANC.

Les états financiers annuels des SCPI sont constitués d'un état du patrimoine, d'un tableau de variation des capitaux propres, d'un état hors bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe, qui forment un tout indissociable.

Les conventions comptables généralement acceptées ont été appliquées dans le respect des principes de prudence.

Les comptes, ainsi présentés, font apparaître :

- L'état du patrimoine établi en liste et présenté avec deux colonnes :
 - colonne valeur bilantielle assimilable à un bilan,
 - colonne valeur estimée représentative de la valeur de réalisation définie à l'article 11 de la loi n°70-1300 du 31 décembre 1970 transférée dans le code monétaire et financier L 214-78 et à l'article 14 du décret n°71-524 du 1^{er} juillet 1971 abrogé puis recréé par le décret 94.483 du 10 juin 1994.
- Complété par un tableau de variation des capitaux propres identique à la partie des capitaux propres du bilan précédent.
- Le compte de résultat sous sa forme standard.
- Les annexes présentant les informations complémentaires nécessaires.

Immobilisations incorporelles

Les frais de constitution et d'augmentation du capital (État du patrimoine, colonne "valeur bilantielle") sont amortis dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Les amortissements sont prélevés sur la prime d'émission.

Immobilisations locatives

Le patrimoine immobilier est inscrit dans l'état du patrimoine, colonne "valeur bilantielle" pour la valeur d'acquisition et ne fait pas l'objet d'amortissement.

Les travaux ayant pour résultat de modifier la consistance, l'agencement de l'équipement initial d'un immeuble sont comptabilisés en immobilisation. Ces opérations correspondent, dans la plupart des cas, à des travaux de transformation, de restructuration ou d'amélioration.

En cas de renouvellement ou remplacement d'un élément, le coût de l'élément initial est sorti de l'actif et comptabilisé dans le compte de réserves des plus ou moins values réalisées, le coût du nouvel élément est inscrit à l'actif.

Toutes les acquisitions sont comptabilisées terrains compris.

La valorisation du patrimoine (détenu directement ou indirectement) a été établie conformément aux méthodes décrites dans la note d'information de la SCPI.

La valeur estimée des immobilisations locatives est égale à la somme des valeurs vénales des immeubles hors droits. Ces dernières sont déterminées par la Société de Gestion à partir des valeurs d'expertises annuelles hors droits de l'expert indépendant en évaluations immobilières désigné par l'Assemblée Générale de la SCPI. Les expertises sont effectuées d'après une visite quinquennale des actifs donnant lieu à un rapport complet, puis pendant 4 ans à une actualisation annuelle de la valeur. Le comité des expertises de la Société de Gestion a arrêté les valeurs le 17 décembre 2020.

Dans le contexte économique actuel, la valorisation du patrimoine pourrait ne pas refléter, dans un sens ou dans l'autre, le potentiel de ces actifs et l'évolution

possible de leur valeur sur la durée de vie de la SCPI, qui est notamment impactée par les conditions de marché, les volumes de transactions et le contexte économique. Il pourrait exister un écart entre les valorisations retenues, dont les estimations faites par les experts et arrêtées par la société de gestion sont rendues plus difficiles dans le contexte actuel, et les prix auxquels seraient effectivement réalisées des cessions.

Créances et dettes

Comptabilisation des loyers : Les éventuels accords (abattements de loyers, franchises) conclus avec les locataires ont été comptabilisés en déduction des loyers.

Créances : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dettes : Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Provisions pour créances locataires

Les provisions pour dépréciation des créances locataires sont constituées dès l'instant où il existe un risque de non recouvrement. La provision est calculée sur la créance, en fonction de l'appréciation de ce risque.

Le dépôt de garantie est défalqué du montant de la créance douteuse et la créance est provisionnée à 100 % si l'antériorité est supérieure à 3 mois.

Une analyse ligne à ligne des créances clients a été réalisée afin d'apprécier le risque de contrepartie dans le contexte évolutif de crise sanitaire et économique et les dépréciations en résultant ont été comptabilisées conformément aux principes comptables.

Nature des charges non immobilisables

Grosses réparations et travaux de réhabilitation ou de rénovation

Au sens de l'article 606 du Code Civil, les grosses réparations sont les charges concernant les travaux de réparation des gros murs et des voûtes, le rétablissement des parties et des couvertures entières. Celui des digues des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien.

Les travaux de réhabilitation ou de rénovation ont pour objet de maintenir ou de remettre un immeuble en bon état et d'en permettre un usage normal sans en modifier la consistance, l'agencement ou l'équipement initial.

Sauf exception, ces travaux périodiques sont planifiés et réalisés en fonction de la durée d'utilisation des équipements concernés.

Travaux de remise en état

Cette rubrique concerne les dépenses à faire dans un immeuble à l'occasion du départ d'un locataire.

Provision pour gros entretien

En conformité avec le nouveau plan comptable applicable aux SCPI, la société prévoit la constitution d'une provision pour gros entretien. Cette provision porte sur le gros entretien tel que prévu dans le plan quinquennal et est constituée en fonction de l'horizon de réalisation de ces dépenses (100 % à 1 an, 80 % à 2 ans, 60 % à 3 ans, 40 % à 4 ans et 20 % à 5 ans). Seules les dépenses prévues au plan et non immobilisables font l'objet de la provision.

Description du plan d'entretien

Un plan prévisionnel de travaux étalé sur cinq ans (2021-2025) a été établi. Il indique pour chaque immeuble les montants affectés aux différents types de travaux envisagés :

- gros travaux (art. 606 du Code Civil, clos et couvert) à la charge du propriétaire,
- travaux sur les équipements, halls, parties communes,
- opérations de réhabilitation ou de rénovation,
- mise en conformité.

Ce plan glissant est révisé chaque année.

Commissions de la Société de Gestion

Pour l'administration de la SCPI, la Société de Gestion perçoit les rémunérations suivantes, tel qu'indiqué dans la note d'information :

- 7,535 % TTI des loyers encaissés et des produits financiers nets.

Provision pour risques et charges

Une provision est constituée lorsqu'il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Une provision est un passif dont le montant ou l'échéance n'est pas fixé de façon précise.

Plus ou moins-values sur cession d'immeubles locatifs

Conformément à l'article 131-36 du plan comptable SCPI, les plus et moins-values réalisées à l'occasion de cession d'immeubles locatifs sont inscrites dans un compte de réserves de plus ou moins values au niveau des capitaux propres.

Engagements Hors bilan

Ce sont les engagements donnés et/ou reçus par la SCPI, notamment :

- Engagements sur les actes d'acquisition (promesse, contrat en VEFA) ou cessions.
- Covenants sur les emprunts conclus, conditions de taux.
- Garanties données sur les immeubles dans le cadre de leur financement (hypothèques, privilèges de prêteurs de deniers).
- Cautions bancaires de locataires.

Compléments d'informations

Tableau récapitulatif des placements immobiliers

(en €)	31 décembre 2020		31 décembre 2019	
	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées
Terrains et constructions locatives				
Habitations	90 118 221,77	99 190 000,00	90 118 221,77	98 080 000,00
Total	90 118 221,77	99 190 000,00	90 118 221,77	98 080 000,00

Le document détaillant la nouvelle valeur expertisée de chaque actif est à la disposition de tous les associés et peut être consulté sur demande au siège de la Société.

Situation des investissements

Adresse	Ville	Date d'acquisition	Affectation surface détaillée	Surface en m ²	Nbre de logements/ immeuble	Prix d'acquisition hors droits (en €)	Travaux (en €)	Valeur Nette Comptable (en €)
Ile-de-France								
6 Allée de Berlin Spandau - Bât E	92600 - ASNIÈRES	2009	Résidentiel	1 694	27	8 209 149,40		8 209 149,40
18-20 Rue Voltaire - 27 à 31 bis avenue de la Paix	92320 - CHÂTILLON	2010	Résidentiel	1 842	25	7 899 900,00		7 899 900,00
12 Rue des Frères Chausson - Bât C	92600 - ASNIÈRES	2010	Résidentiel	638	7	3 019 854,60		3 019 854,60
8-10 Avenue Jules Ferry	78500 - SARTROUVILLE	2010	Résidentiel	1 780	33	7 840 296,98		7 840 296,98
"Villa 13" East park 87 & 89 Promenade du Verger	92130 - ISSY-LES-MOULINEAUX	2010	Résidentiel	3 556	59	20 063 895,00		20 063 895,00
16 A Rue Léonard de Vinci - Bât R	91300 - MASSY	2010	Résidentiel	1 100	18	4 541 321,50		4 541 321,50
12 Rue Lucien Sampaix	78210 - ST-CYR L'ÉCOLE	2010	Résidentiel	946	22	3 835 946,10		3 835 946,10
55-65 Avenue Hoche	92000 - NANTERRE	2011	Résidentiel	3 692	52	15 728 052,16		15 728 052,16
31-37-49-57-65 Rue G. Tillion								
"Grand Parc" - 14 place d'Olomouc	92160 - ANTONY	2011	Résidentiel	524	8	2 822 959,53		2 822 959,53
Sous-total Ile-de-France			9 immeuble(s)	15 772	251	73 961 375,27	0,00	73 961 375,27
Régions								
48 Boulevard Marcel Delprat	13013 - MARSEILLE	2010	Résidentiel	1 745	35	6 229 374,10		6 229 374,10
5 Rue Simone Boudet (Hall I)	31000 - TOULOUSE	2010	Résidentiel	1 592	30	5 138 499,00	8 000,00	5 146 499,00
10 Allée Léopold Sédar Senghor "ZAC du Bon Lait"	69007 - LYON	2010	Résidentiel	1 404	26	4 780 973,40		4 780 973,40
Sous-total Régions			3 immeuble(s)	4 741	91	16 148 846,50	8 000,00	16 156 846,50
Total 2020			12 immeuble(s)	20 513	342	90 110 221,77	8 000,00	90 118 221,77
Total 2019			12 immeuble(s)	20 513	342	90 110 221,77	8 000,00	90 118 221,77

Plan pluri-annual des gros entretiens

Néant.

Tableau de variation de l'actif immobilisé

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Augmentation	Diminution	Situation de clôture au 31/12/2020
1 - Immobilisations incorporelles				
Frais de constitution				
Frais d'augmentation de capital				
Frais de fusion				
Sous-total 1- Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2 - Immobilisations corporelles				
Terrains et constructions locatives	90 110 221,77			90 110 221,77
Agencements et installations	8 000,00			8 000,00
Immobilisations en cours				
Titres de sociétés de personnes - parts et actions				
Frais d'acquisition des immeubles				
TVA non récupérable sur immobilisations locatives				
Sous-total 2 - Immobilisations corporelles	90 118 221,77	0,00	0,00	90 118 221,77
3 - Immobilisations financières				
Fonds de roulement sur charges syndics	35 080,97	1 002,00		36 082,97
Remboursement des fonds de roulement				
Créances rattachées aux titres de participations				
Sous-total 3 - Immobilisations financières	35 080,97	1 002,00	0,00	36 082,97
Total	90 153 302,74	1 002,00	0,00	90 154 304,74

Tableau de variation des amortissements

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Augmentation	Diminution	Situation de clôture au 31/12/2020
1 - Immobilisations incorporelles				
Frais de constitution				
Frais d'augmentation de capital				
Frais de fusion				
Autres immobilisations incorporelles				
Sous-total 1 - immobilisations incorporelles	-	-	-	-
2 - Immobilisations corporelles				
Dépréciation des terrains et constructions locatives				
Travaux locatifs				
Agencements et installations				
Frais d'acquisition des immeubles				
Frais de notaire				
Droits d'enregistrements				
TVA non récupérable sur immobilisations locatives				
Sous-total 2 - Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Détail des autres actifs d'exploitation

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Moins d'un an	Degré de liquidité De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Situation de clôture au 31/12/2020
Créances locataires et comptes rattachés					
Créances locataires	248 657,52	242 033,95			242 033,95
Locataires douteux	341 879,85	351 310,97			351 310,97
Dépréciation des créances	-330 651,83	-342 069,63			-342 069,63
Autres créances					
Intérêts ou dividendes à recevoir					
Etat et autres collectivités					
Associés opération sur capital	60 579,91	5 942,50			5 942,50
Syndic					
Autres débiteurs	130 458,24	17 830,28			17 830,28
Total	450 923,69	275 048,07			275 048,07

Tableau de variation des provisions - Actif

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Dotation	Reprise	Situation de clôture au 31/12/2020
Provision pour gros entretien				
Total	-	-	-	-

Détail des autres passifs d'exploitation

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Moins d'un an	Degré d'exigibilité De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Situation de clôture au 31/12/2020
Provisions pour risques et charges	42 396,85	43 001,27			43 001,27
Dépôts de garantie reçus	331 354,32			324 297,50	324 297,50
Dettes auprès d'établissements de crédit					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	565 337,16	435 698,40			435 698,40
Dettes sur immobilisations	246 260,70	246 260,70			246 260,70
Locataires créditeurs	26 319,84	16 972,35			16 972,35
Dettes aux associés	775 880,33	1 018 373,41			1 018 373,41
Dettes fiscales	407,00				
Autres dettes diverses	90 856,59	79 657,39			79 657,39
Total	2 078 812,79	1 839 963,52		324 297,50	2 164 261,02

Tableau de variation des provisions - passif

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Dotation	Reprise	Situation de clôture au 31/12/2020
Dépréciations pour charges sur lots vacants et non récupérables	37 803,90	2 670,64		40 474,54
Provision pour litiges				
Provision pour risques	3 905,03		-2 786,95	1 118,08
Provision pour charges	687,92	720,73		1 408,65
Total	42 396,85	3 391,37	-2 786,95	43 001,27

Variations de placements et disponibilités

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Augmentation	Diminution	Situation de clôture au 31/12/2020
Valeurs mobilières de placement				
Fonds de remboursement				
Autres disponibilités	2 376 126,42	9 792 245,48	9 514 351,72	2 654 020,18
Total	2 376 126,42	9 792 245,48	9 514 351,72	2 654 020,18

Variation du poste de comptes de régularisation

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Augmentation	Diminution	Situation de clôture au 31/12/2020
Charges constatées d'avance				
Autres comptes de régularisation				
Produits constatés d'avance				
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

Détail des capitaux propres

Capital social	Début d'exercice	Souscriptions	Retraits	Fin d'exercice
Nombre de parts	50 000			50 000
Valeur nominale (en €)	1 520,00			1 520,00
Total	76 000 000,00	0,00	0,00	76 000 000,00

Capitaux propres (en €)	Début d'exercice	Augmentation	Affectation du résultat		Diminution	Fin d'exercice
			Résultat	Distribution		
Capital	76 000 000,00					76 000 000,00
Prime d'émission	24 000 000,00					24 000 000,00
Prélèvement sur prime d'émission ou de fusion	-9 683 875,74					-9 683 875,74
Plus ou moins values réalisées sur cessions d'immeubles						
Distribution de plus ou moins values réalisées sur cessions d'immeubles						
Report à nouveau (R.A.N.)	587 179,84		2 298 255,37	-2 300 019,41		585 415,80
Résultat distribué	-1 764,04		2 592 571,91	-2 575 000,00	1 764,04	17 571,91
Total	90 901 540,06					90 919 111,97

Détail des plus ou moins values

(en €)	Situation d'ouverture au 01/01/2020	Augmentation	Diminution	Situation de clôture au 31/12/2020
Plus ou moins values réalisées sur cessions d'immeubles				
Distribution de plus ou moins values réalisées sur cessions d'immeubles				
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

Détail du compte de résultat

Produits immobiliers

(en €)	31/12/2020	31/12/2019
Détail des charges refacturées		
- Charges locatives	482 343,93	471 961,98
- Taxes foncières et taxes sur les ordures ménagères		
- Entretien	19 585,85	28 673,69
- Divers	-90 540,48	-107 582,33
Total	411 389,30	393 053,34
Détail des produits annexes		
- Indemnités de remise en état	7 399,12	19 770,41
- Indemnités frais procédures	834,38	2 624,30
- Divers		
Total	8 233,50	22 394,71
Détail des transferts de charge		
- Frais acquisition		
- Remboursement assurance	12 430,56	17 159,12
Total	12 430,56	17 159,12

Détails sur certains postes des charges immobilières

(en €)	31/12/2020	31/12/2019
Détail des autres charges immobilières		
- Charges sur locaux vacants	11 113,21	4 669,39
- Charges non récupérables	150 746,67	279 394,22
- Assurances non récupérables	9 913,78	9 819,75
Total	171 773,66	293 883,36
Détail des commissions et honoraires		
- Honoraires de gestion	192 246,19	62 826,38
- Honoraires de relocation	61 773,30	81 259,37
- Honoraires d'avocats		
- Commission d'arbitrage		
- Honoraires d'acquisition		
- Honoraires d'Expertise	7 216,80	7 216,80
- Frais de contentieux	27 228,02	55 029,68
- Honoraires divers	3 440,53	9 272,15
Total	291 904,84	215 604,38
Détail des impôts et taxes		
- Taxes foncières	288 653,00	283 690,57
- Taxes sur les ordures ménagères	6 785,88	
- Autres taxes	-301,00	3 100,03
Total	295 137,88	286 790,60

Détail sur certains postes de produits d'exploitation

(en €)	31/12/2020	31/12/2019
Détail des transferts de charges		
- Frais de souscription		
- Commission sur cessions d'immeubles		
Total	-	-

Détail sur certains postes des charges d'exploitation

(en €)	31/12/2020	31/12/2019
Détail des frais d'assemblées et de conseils		
- Rapports annuels	20 492,72	25 000,00
- Informations associés	8 417,20	17 864,13
- Frais d'assemblée	12 000,00	9 977,44
- Affranchissements	9 443,36	6 109,55
- Conseil de Surveillance - remboursement de frais	1 156,91	3 545,85
Total	51 510,19	62 496,97
Détail des cotisations et contributions		
- Cotisation AMF et autres	678,00	1 554,00
- Coût Dépositaire		
- Cotisation sur la valeur ajoutée	429,00	478,00
- TVA non récupérable		
Total	1 107,00	2 032,00
Détail des autres charges d'exploitation		
- Jetons de présence	6 300,00	5 700,00
- Perte sur créances irrécouvrables	31 075,71	32 629,34
- Commission sur les souscriptions		
- Autres charges de gestion courante		0,61
Total	37 375,71	38 329,95

Détail du calcul des commissions

Nature	Base (en €)	Taux TTI	Commissions (en €)
Commission de Gestion ⁽¹⁾	3 920 439,17	7,535 %	295 405,13
Regularisation honoraires cession N-1			
Commissions de Cessions			
Total			

(1) L'assiette et le taux des commissions versées à la Société de Gestion sont mentionnés dans la note d'information.

Produits et charges financiers

(en €)	31/12/2020	31/12/2019
1 - Produits financiers		
- Intérêts des comptes courants		
- Intérêts sur VEFA		
- Intérêts sur comptes bancaires		
Total 1 - Produits financiers	0,00	0,00
2 - Charges financières		
- Intérêts sur emprunts		
- Agios	4 396,64	5 638,36
Total 2 - Charges financières	4 396,64	5 638,36
Résultat financier (1-2)	-4 396,64	-5 638,36

Produits et charges exceptionnels

(en €)	31/12/2020	31/12/2019
1 - Produits exceptionnels		
- Indemnités diverses		
- Produits divers	1 941,40	2 418,17
Total 1 - Produits exceptionnels	1 941,40	2 418,17
2 - Charges exceptionnelles		
- Charges diverses		
- Litiges contentieux		
Total 2 - Charges exceptionnelles	0,00	0,00
Résultat exceptionnel (1-2)	1 941,40	2 418,17

Parties liées

Le tableau ci-dessous présente les transactions réalisées entre la Société de Gestion qui gère la SCPI et cette dernière.

Entreprises liées (en €)	Postes du bilan	Compte de résultat
	Dettes fournisseurs ⁽¹⁾	Commissions de gestion ⁽²⁾
Amundi immobilier	132 930,64	295 405,13
Total	132 930,64	295 405,13

(1) Les dettes fournisseurs sont constituées des charges facturées à la SCPI et non encore payées à la clôture.

(2) Les commissions sont relatives à la gestion de la SCPI conformément aux dispositions statutaires.

Rapport général du Conseil de Surveillance

1. Mission du Conseil de Surveillance

Composé de 10 membres (Cf. liste p.2), le Conseil de Surveillance de votre SCPI s'est réuni sur convocation de la gérance les 3 décembre 2020 et 25 mars 2021 pour statuer sur les comptes 2020 et les orientations du budget 2021. En raison des mesures nationales liées à l'épidémie de la covid-19, ces réunions se sont tenues en visio-conférence.

Dans la ligne des précédents exercices, notre conseil s'est montré attentif au suivi des taux d'occupation, au niveau des loyers, au maintien d'un bon niveau de la valeur du patrimoine immobilier de la SCPI (sujet appelé à prendre de plus en plus d'importance alors que nous nous approchons du terme des 9 ans pour Chatillon, Marseille et Asnières) et des principaux postes du résultat avec son affectation.

De même, il a suivi attentivement les mesures engagées pour prévenir les contentieux et régler ceux existant.

Les membres présents aux réunions du Conseil de Surveillance ont travaillé de façon collaborative par échanges de courriels pour les préparer.

Concernant la vie sociale de notre SCPI, nous attirons votre attention sur

le fait que dans le contexte sanitaire actuel, l'assemblée générale ordinaire se tiendra encore à huit clos sans présence d'associés, mais en présence en distanciel du bureau du Conseil de Surveillance, composé du président, du vice-président et du trésorier.

L'assemblée générale est un moment de rencontre important dans la vie d'une SCPI. Les associés y ont ainsi la possibilité d'y prendre la parole. Afin de rétablir un semblant de vie sociale, nous vous proposons de poser vos questions à notre président sur son adresse courriel personnel (arnaud_damy@yahoo.fr). Ces questions seront remontées à la société gestionnaire pendant l'assemblée.

La 9ème résolution porte sur le renouvellement de l'ensemble du conseil de surveillance. Les membres du conseil de surveillance actuel qui ont assuré la surveillance de la SCPI depuis son début souhaitent poursuivre leur mission dans une nouvelle et ultime phase de la SCPI, celle de la vente des lots.

2. Analyse du marché

Dans l'environnement dégradé qui résulte de la crise sanitaire (PIB France en diminution de 8,2 % vs 2019) et du recul de la confiance des ménages, les taux de crédit qui restent attractifs soutiennent encore cependant nettement le marché immobilier résidentiel bien que la capacité d'achat des ménages s'inscrive en régression.

Dans l'ancien, les ventes de logement régressent de 4 % (périodes d'arrêt pendant le confinement puis rebond).

Concernant les prix, la période haussière observée en 2018 et 2019 s'est poursuivie. Pour les appartements, les hausses de prix restent géographiquement hétérogènes (6,5 % en France métropolitaine et de 6,8 % à Paris, 6,1 % en Ile-de-France hors Paris, et 6,5 % en province).

3. État locatif au 31/12/2020

Avec 96,1 %, le taux d'occupation financier (TOF) se maintient à un niveau élevé (pour rappel, il était de : 95,45 % en 2016, 94,04 % en 2017, 95,44 % en 2018 et 96,7 % en 2019). Le délai moyen de relocation (52 jours) s'allonge de 8 jours mais s'inscrit dans la fluctuation des années précédentes et ne représente donc pas un sujet de préoccupation. A noter que suite au premier confinement, une vague de congés est apparue au troisième trimestre 2020.

Au jour du conseil, le nombre de lots en vacances est de 15. Le gestionnaire nous signale, avec le changement des modes de travail lié au COVID, de nouvelles demandes sur le marché : espace supplémentaire pour un bureau au domicile, terrasse ou balcon. De plus avec les différents confinements, les profils habituels tels que les étudiants sont plus rares. Les habitudes semblent changer au moins sur 2021. La concurrence est plus vive. La société de gestion a donc prévu un TOF moindre dans le budget 2021 : 95.80 %

4. Cas particulier de l'immeuble d'Issy les Moulineaux

Pour rappel, un rapport judiciaire d'expertise confirmant notre préjudice à 700 K€ a été rendu au 1^{er} semestre 2020. Les parties prenantes sont alors entrées en phase de négociation. Sur demande de la partie adverse, la société de gestion a fourni de nouveaux éléments début 2021 destinés à justifier ce

montant. La société de gestion affirme défendre âprement les intérêts de la SCPI pour obtenir le meilleur deal. Prochaine réunion envisagée avant fin du 1^{er} semestre 2021.

5. Gestion des risques et impayés

Le stock de provisions pour créances douteuses atteint 342 K€, dont les $\frac{3}{4}$ pour Issy, Marseille, Toulouse et Nanterre.

Les dotations aux provisions régressent globalement de 18 K€, s'améliorant à Issy, Marseille et Lyon, se dégradant à Sartrouville, Asnières et stagnant à Nanterre.

Le point détaillé de la situation par appartement est fait lors de chaque Conseil de Surveillance pour les dossiers les plus importants.

La société de gestion met son énergie sur la résolution des cas les plus récents, en particulier ceux des locataires en place. Elle étudie la cession des créances dont les voies de recours ont été épuisées à une société de reprise quand il devient trop coûteux et chronophage de les suivre en interne. Certaines créances anciennes devenues irrécouvrables, notamment des régularisations de charges sur locataires partis, sont passées en pertes.

Les risques de contentieux pour 2021 existent malgré la présentation d'une gestion équilibrée. De fait, le taux historique à 1,1 % a été passé à 2 % dans le budget.

6. Travaux de remise en état

Le Conseil de Surveillance appuie totalement la Société de gestion dans son objectif de vouloir préserver l'attractivité locative et de garantir la bonne

valeur immobilière des lots par des travaux de remise en état (p.8) dès lors qu'ils semblent opportuns.

7. Expertises

Les expertises récentes permettent à la valeur vénale de revenir au prix d'acquisition initial majoré des droits de souscription, ce qui est un indicateur à considérer avec satisfaction pour la phase de cession qui se présente. C'est un bel actif qui semble intéresser des investisseurs de par sa taille et sa qualité.

La Société de Gestion a commencé à étudier les différentes pistes et scénarii pour céder les actifs : certains lots sont cessibles à partir de fin 2021 et les derniers à fin 2024.

La maturité du patrimoine laisse encore un peu de temps de réflexion pour optimiser la cession. Toutefois, la société de gestion a commencé tous les travaux et mis en œuvre toutes les diligences pour préparer les cessions, par exemple programmation des audits de fin de période décennale.

8. Capitalisation

La valeur d'expertise progresse de 1,13 % (vs 3,2 % l'an passé), à +10,07 % de la valeur nette comptable "hors droit d'enregistrement" (voir définition page 18).

Les meilleures performances sont le fait de biens qui constituent environ 70 % de la valeur du parc (Issy, Chatillon, Asnières et Nanterre).

9. Comptes annuels et rapport de gestion

Le résultat comptable 2020 (2 592 572 €) dépasse de près de 295 K€ celui de l'an passé (altéré rappelons par des rééditions de charges sur exercices antérieurs de l'immeuble de Nanterre) et dépasse même le résultat prévu au budget de près de 243 K€.

Le résultat par part est de 51,85 €. Le report à nouveau atteint maintenant 3,08 mois. Il se situe donc au niveau souhaitable dans un objectif de bonne gestion d'une SCPI.

Une très belle année avec un TOF maintenu malgré la conjoncture. A noter que compte tenu de la maturité du patrimoine, le report à nouveau peut si besoin être diminué et se situer entre 2,5 et 3 mois de produits, permettant de conserver une rémunération pour 2021 à un niveau satisfaisant d'un minimum de 48 €.

10. Budget

Il est construit prudemment tout en se situant dans le prolongement de l'exercice 2020 (TOF de 95,8 % et résultat comptable de 2 363 485 €). Un taux de contentieux passé de 1,1 % à 2 % pour tenir compte des éventuels aléas liés à la crise sanitaire, puis économique. Avec ces hypothèses, et tenant compte d'un contexte économique encore incertain, la Société de gestion

propose un objectif de distribution pour 2021 de 48 € par part (3 versements de 11,50 € et le dernier de 13,50 € selon le déroulement de l'exercice), avec la possibilité de prendre un peu de résultat sur le report à nouveau.

11. Avis du Conseil de Surveillance

Si deux points de divergence sont apparus en 2020 entre le Conseil de Surveillance et la Gérance,

- 1) Le changement du régime de TVA (sur option de la Société de Gestion) a certes accru la rémunération des associés en 2020 (0,5 € par part) mais la société de gestion a refusé la communication de son profit sur le sujet. Après de longues discussions, la société de gestion a seulement accepté que les frais de gestion ne puissent en aucun cas dépasser le pourcentage ancien, fixé à 12 % TTC.
- 2) Par excès de prudence, la société de gestion a décidé de la diminution du montant du dividende du second trimestre malgré l'opposition d'une majorité des membres du conseil saisi à ce sujet, ajoutant ainsi de la crise à la crise dans une période troublée où certains associés avaient besoin de cette rémunération supplémentaire.

Le conseil regrette cette situation et espère que la société de gestion sera plus à son écoute à l'avenir.

Le Conseil de Surveillance reconnaît cependant les efforts de la Société de gestion pour répondre à ses demandes (explicitation des critères, examen approfondi des points difficiles tels qu'impayés, contentieux, immeubles moins performants, etc...) et estime que le travail d'échange avec celle-ci reste ouvert et constructif. Il approuve la Société de Gestion dans sa volonté de conduire une gestion prudente de la SCPI et de veiller à maintenir une valeur d'expertise élevée du patrimoine foncier de la SCPI.

Le Conseil de Surveillance ...

... a apprécié les pistes de réflexion ainsi que leurs argumentations qui lui ont été présentées, les études en cours sur la cession des lots au terme de la SCPI.

... a noté aussi une certaine expérience de la société de gestion en la matière et la constitution du dossier de préparation de la cession.

... a apprécié le travail entamé, le mode projet lancé, ce qui le rend confiant quant au professionnalisme apporté pour la liquidation de la SCPI.

Il attend de la société de gestion qu'elle le tienne au courant car le prochain Conseil n'a lieu qu'en décembre. Il valide en conséquence le rapport de gestion et le projet de résolutions sans réserve.

Le Conseil de Surveillance prend acte des différentes valeurs de la SCPI (cf. p. 18) soumises à votre approbation : - Valeur nette comptable correspondant à la valeur d'acquisition hors taxes et hors droits des immeubles et à la valeur nette des autres actifs qui s'élève à 90 919 112 € soit 1 818,38 € par part. - Valeur de réalisation égale à la somme des valeurs vénales des immeubles et la valeur des autres actifs qui s'élève à 99 990 890 € soit 1 999,82 € par part. - Valeur de reconstitution égale à la valeur de réalisation augmentée des frais de constitution du patrimoine de la SCPI qui s'élève à 116 887 309 € soit 2 337,75 € par part. Aussi nous vous recommandons l'adoption de l'ensemble des résolutions qui sont soumises à votre approbation.

Le Président du Conseil de Surveillance
Monsieur Arnaud DAMY

La Vice-Présidente du Conseil de Surveillance
Madame Sylvie GLADIEUX

Le Secrétaire
Monsieur Christian CORDIER-LALLOUET

Rapport du Commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'Assemblée Générale de la société PREMELY HABITAT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PREMELY HABITAT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les SCPI, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des SCPI et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme précisé dans la note « Immobilisations locatives » de l'annexe, les immobilisations locatives, présentées dans la colonne "Valeurs estimées" de l'état du patrimoine, sont évaluées selon la valeur vénale des immeubles hors droits. Ces valeurs vénales ont été arrêtées par la société de gestion sur la base d'une évaluation, réalisée par un expert immobilier indépendant, des actifs immobiliers détenus directement par la société civile de placement immobilier.

Nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des procédures mises en œuvre par la société de gestion et à apprécier le caractère raisonnable des hypothèses et des méthodes utilisées par l'expert immobilier indépendant.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la société de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la société de gestion et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité de la société civile de placement immobilier à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société civile de placement immobilier ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société civile de placement immobilier.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société civile de placement immobilier à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La-Défense, le 30 avril 2021

Le commissaire aux comptes
Mazars
Saïd BENHAYOUNE

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées (Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020)

À l'assemblée générale de la société PREMELY HABITAT,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre SCPI, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation. Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.214-106 du code monétaire et financier.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé avec la société de gestion AMUNDI IMMOBILIER.

Rémunération de la gestion locative

La rémunération de la société de gestion prévoit une commission de gestion égale 7,535 % des produits locatifs HT encaissés et des produits financiers nets (cette commission est exonérée de TVA).

Pour l'exercice 2020, cette rémunération s'est élevée à 295 405,13 € toutes taxes comprises.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Rémunération de souscription

Conformément aux statuts, l'article XXI prévoit que la société de gestion percevra une commission de souscription de 8 % HT du produit de chaque souscription, prime d'émission incluse.

Au titre de l'exercice 2020, aucune rémunération n'a été versée.

Rémunération sur les cessions de part

Conformément aux statuts, l'article XXI prévoit que la société de gestion percevra une commission de 5 % HT du prix de cession, à la charge de l'acquéreur, en cas de cession de parts avec intervention de la société de gestion.

Au titre de l'exercice 2020, aucune rémunération n'a été versée.

Rémunération sur les transferts de parts

Conformément aux statuts, l'article XXI prévoit que la société de gestion percevra une commission sur les cessions de parts sans son intervention. Cette rémunération au titre du remboursement des frais de constitution de dossier se décompose comme suit : une somme forfaitaire de 100 euros HT par acte pour les transferts de parts par voie de succession, divorce ou donation, ou une somme forfaitaire de 80 euros HT par acte lors d'une cession de gré à gré.

Au titre de l'exercice 2020, aucune rémunération n'a été versée.

Paris-La-Défense, le 30 avril 2021

Le commissaire aux comptes
Mazars
Saïd BENHAYOUNE

Texte des résolutions

À titre ordinaire

Première résolution

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports :

- de la Société de Gestion,
- du Conseil de Surveillance,
- et du Commissaire aux Comptes,

approuve les rapports de gestion établis par la Société de Gestion et le Conseil de Surveillance ainsi que les comptes annuels du dernier exercice clos tels qu'ils lui ont été présentés, et approuve en conséquence les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 214-106 du Code monétaire et financier, approuve les conventions visées dans ces rapports.

Troisième résolution

Quitus à la Société de Gestion

L'Assemblée Générale donne quitus à la Société de Gestion de sa mission pour l'exercice écoulé.

Quatrième résolution

Quitus au Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale donne quitus au Conseil de Surveillance de sa mission pour l'exercice écoulé.

Cinquième résolution

Affectation du résultat et fixation du dividende

L'Assemblée Générale, ayant pris acte que :

- | | |
|---|-----------------------|
| • le résultat du dernier exercice clos de : | 2 592 571,91 € |
| • augmenté du report à nouveau antérieur de : | 585 415,80 € |
| constitue un bénéfice distribuable de : | <u>3 177 987,71 €</u> |

décide de l'affecter :

- | | |
|---|---|
| • à la distribution d'un dividende à hauteur de : | 2 575 000,00 € |
| | soit : 51,50 € |
| | par part de la SCPI en pleine jouissance, |
| | correspondant au montant des acomptes |
| | déjà versés aux associés |
| • au compte de "report à nouveau" à hauteur de : | 602 987,71 € |
| | soit : 12,06 € |
| | par part de la SCPI |

Sixième résolution

Approbation des valeurs de la SCPI

L'Assemblée Générale approuve les valeurs de la SCPI à la clôture du dernier exercice telles qu'elles figurent dans l'annexe du rapport de la Société de Gestion, à savoir :

- | | | |
|------------------------------|-------------------|---------------------------|
| • valeur nette comptable : | 90 919 111,97 €, | soit 1 818,38 € par part, |
| • valeur de réalisation : | 99 990 890,20 €, | soit 1 999,82 € par part, |
| • valeur de reconstitution : | 116 887 308,75 €, | soit 2 337,75 € par part. |

Septième résolution

Rémunération de la Société de Gestion – rémunérations plafonnées

L'Assemblée Générale décide de reconduire les conditions de rémunération de la Société de Gestion jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice en cours.

Huitième résolution

Rémunération du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale fixe à 7 800 € la rémunération globale à allouer au Conseil de Surveillance au titre de l'exercice en cours.

Les frais de déplacement des membres du Conseil de Surveillance seront remboursés dans le cadre des règles fixées par le règlement intérieur du Conseil de Surveillance.

Neuvième résolution

Renouvellement du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale :

- rappelle que l'article 23 des Statuts de la SCPI prévoit que le Conseil de Surveillance de la SCPI est composé de 7 membres au moins et de 12 membres au plus, désignés parmi les associés, nommés pour 3 ans et toujours rééligibles,
- prend acte de l'arrivée à terme de l'ensemble des mandats du Conseil de Surveillance de la SCPI
- décide en conséquence de nommer en qualité de membres au Conseil de Surveillance, pour une période de 3 ans et dans la limite des 7 à 12 postes vacants à pourvoir, les personnes figurant dans la liste jointe en annexe et ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Dixième résolution

Autorisation d'emprunt

L'Assemblée Générale autorise la Société de Gestion à contracter des emprunts et à assumer des dettes, au nom et pour le compte de la SCPI, dans la limite d'un montant maximum de 1 000 000 €.

Cette autorisation est accordée jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice en cours.

Onzième résolution

Pouvoirs en vue des formalités

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet de procéder à tous dépôts et toutes formalités de publicité prévus par la loi.

Annexe aux résolutions ordinaires

Nomination de membres du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de :

Président	Arnaud DAMY
Vice-Présidente	Sylvie GLADIEUX
Secrétaire	Christian CORDIER-LALLOUET
Membres	Pierre VILLEMOT Jérôme LAVILLE Sébastien LAMQUET Guy PROFFIT Victor GOMEZ FRIAS Marc-Lionel MILLAUD Enrico ZUFFI

Le présent Conseil de Surveillance a été nommé lors de l'Assemblée Générale du 20 juin 2018, pour un mandat de trois exercices.

Il doit être renouvelé en intégralité lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ainsi, 7 à 12 postes sont donc à pourvoir.

Les membres sortants sollicitant le renouvellement de leur mandat sont les suivants :

Prénom et Nom	Date de naissance	Activités ou références professionnelles au cours des cinq dernières années	Nombre de parts détenues dans Premely Habitat	Nombre de mandats détenus dans d'autres SCPI gérées par Amundi Immobilier
Christian CORDIER-LALLOUET	18/09/1948	Retraité Ancien cadre	109	0
Jérôme LAVILLE	27/12/1949	Médiateur auprès des entreprises et des tribunaux	8	0
Enrico ZUFFI	23/09/1950	Directeur Général	35	1 mandat Reximmo Patrimoine 2
Marc-Lionel MILLAUD	11/07/1948	Directeur Général de Sociétés immobilières Président de sociétés d'audit et de conseils immobiliers	11	1 mandat Premely Habitat 1 mandat Pierre Patrimoine 2
Sylvie GLADIEUX	28/07/1962	Directrice Administrative et Financière du Groupe SUPRATEC et Directrice des Services Corporate	15	1 mandat Reximmo Patrimoine 4
Victor GOMEZ FRIAS	04/12/1979	Ingénieur des Pont Maître de Conférence	150	0
Guy PROFFIT	10/04/1949	Retraité	25	1 mandat Edissimmo
Sébastien LAMQUET	11/11/1972	Expert paiements Cofidis Group	25	0
Pierre VILLEMOT	25/02/1975	Conseiller en gestion de patrimoine à la Société Générale Private Banking	50	0
Arnaud DAMY	19/10/1968	Ancien Chef d'entreprise Gérant de patrimoine personnel	62	0

Les associés qui ont envoyé leur candidature sont :
(par ordre d'arrivée)

Prénom et Nom	Date de naissance	Activités ou références professionnelles au cours des cinq dernières années	Nombre de parts détenues dans Premely Habitat	Nombre de mandats détenus dans d'autres SCPI gérées par Amundi Immobilier
Bertrand GOUJON	07/10/1950	Ex-dirigeant de sociétés dans le secteur du logement social et intermédiaire Président ESH SCALIS Administrateur PROCIVIS SERVICE SA	50	1 mandat Amundi Défi Foncier
Jean-Yves DAVID	22/11/1956	Cadre hospitalier Investisseur privé	13	1 mandat Premely Habitat 3 BBC 1 mandat Lion SCPI Avantage
Fabien GROELLY	18/05/1965	Pilote de ligne	50	1 mandat Amundi Sélection Logement
SCI BOBRICK	14/12/1973	Son représentant légal Monsieur Christian GAETA WITTNER est chargé de clientèle de particulier au Crédit Agricole Centre Est depuis 2003 Bailleur privé depuis 1995 et Gérant de SCI depuis 2011	168	0
Guy LAMBERT	28/01/1947	Pharmacien d'officine Retraité Conciliateur de justice Cour d'appel de Reims	25	0
Patrick GIACOBBI	01/09/1964	Consultant Directeur Général de Afone Paiement Cadre bancaire DEXIA	150	0





